

RÉVOLUTION ou GUERRE

#1

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Janvier 2014



Sommaire

Fondation du Groupe International de la Gauche Communiste

Conférence de constitution du GIGC

Communiqué sur la constitution du GIGC

Résolution de la conférence sur la constitution du GIGC

Présentation des Thèses sur la situation historique

Thèses sur la situation historique

Le regroupement des révolutionnaires

Correspondance

Lutte contre l'opportunisme

Le 20ème congrès du Courant Communiste International

Texte du mouvement ouvrier

Sur la nature et la fonction politique du parti politique du prolétariat

(*Internationalisme* #38, 1948, Gauche Communiste de France) .

E-mail : intleftcom@gmail.com

www.fractioncommuniste.org

3 dollars/2,50 euros

Sommaire

Fondation du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC).....1

Conférence de constitution du GIGC

Communiqué sur la constitution du GIGC.....3

Résolution de la conférence sur la constitution du GIGC.....4

Présentation des Thèses sur la situation historique.....5

Thèses de la conférence sur la situation historique.....4

Le regroupement des révolutionnaires

Correspondance.....13

Combat contre l'opportunisme

Le 20ème congrès du Courant Communiste International.....15

Texte du mouvement ouvrier

Sur la nature et la fonction politique du parti politique du prolétariat
(*Internationalisme #38, GCF, 1948*).....19

Permanence du GIGC à Montréal le 1e février 2014

Le samedi 1e février, le GIGC organise une réunion ouverte à tous les lecteurs, sympathisants, militants, à Montréal. La réunion se tiendra à 15 h au bar St-Ciboire, 1693 rue St-Denis, Montréal (Près du métro Berri-UQÀM).

Fondation du Groupe International de la Gauche Communiste

Voici le premier numéro de *Révolution ou Guerre*. Le lecteur y lira les principaux documents que la conférence de constitution du Groupe International de la Gauche Communiste a adoptés pour se faire une idée de nos positions et de nos orientations politiques. Nous prétendons nous inscrire dans la tradition et la continuité de la Gauche communiste internationale au sein de laquelle nous considérons comme centraux les apports théoriques, politiques et organisationnels de la Gauche dite "italienne". De même, nos positions politiques de principe – notre plate-forme politique – reproduites sur la dernière page de couverture, se situent sur les positions historiques de la TCI et du CCI¹. L'ambition première et l'orientation d'intervention centrale de notre groupe et de notre revue sont de participer au maximum au regroupement des forces révolutionnaires en vue de la constitution à terme du parti communiste de demain.

Quel sens **concret** peuvent avoir ces mots à l'heure où la bourgeoisie attaque de toutes parts et partout la classe ouvrière et réussit à lui imposer des sacrifices de plus en plus lourds ? A l'heure où les médias taisent, cachent et quand ils ne le peuvent plus, déforment et participent de dévoyer les réactions ouvrières contre la crise ? Un parti révolutionnaire à l'heure où la classe ouvrière nous est systématiquement présentée comme incapable d'affirmer son être révolutionnaire ? A l'heure où les générations actuelles d'ouvriers, de salariés, souvent et régulièrement au chômage, dans une misère croissante et sans espoir, semblent surtout se méfier de tout de ce qui leur apparaît comme "politique", y compris lorsqu'il s'agit de luttes politiques entre les classes ? Lutter pour le parti communiste ? A l'heure où la plus grande part de l'ancienne génération de militants communistes, issue des années 1970-1980, succombe devant le poids de l'opportunisme politique au sein de la Gauche communiste et renonce justement, quelle que soit les intentions faussement affichées **mais tous fuyant**

l'organisation politique et son fonctionnement organisé, collectif et centralisé, au combat de classe et à celui, particulier mais fondamental, pour le parti... A l'heure où, une des principales organisations de la Gauche communiste, le Courant Communiste International, se délite sous nos yeux tant au plan théorique, politique qu'organisationnel, liquidant sa presse régulière, abandonnant ses réunions publiques, après avoir abandonné la plus grande partie de ses principes... A l'heure où seule la Tendance Communiste Internationaliste semble résister à cette entreprise de liquidation de l'héritage de la Gauche Communiste et reste ainsi le seul groupe international pouvant servir de référence politique et organisationnel au milieu de ce qui peut apparaître comme une débandade générale dans le camp communiste.

Tous ces faits semblent indiquer que la lutte est vaine ; ou bien qu'il convient d'adopter de supposées "nouvelles formes" de lutte de masse, du genre des "indignés" en Espagne, ou de supposés nouveaux engagements individuels "pro-révolutionnaires", basés sur l'informalisme et le démocratisme que l'on peut, par exemple, retrouver aussi dans certaines mystifications avancées dans l'utilisation des "réseaux sociaux" et Internet. In fine, ces recettes "innovantes" ne sont que la négation de l'action collective de classe contre l'État bourgeois et l'apologie de l'individualisme et du "citoyen". Et pourtant ! Tous ces faits et supposées "nouveau-tés" viennent au contraire rendre encore plus essentiels, cruciaux, les luttes de la classe ouvrière et le combat spécifique pour le parti révolutionnaire **dans la tradition et la continuité de la Gauche communiste**.

Et pourtant ! Jamais dans l'histoire du capitalisme, celui-ci ne s'est retrouvé dans une situation "historiquement", "objectivement", aussi difficile, aussi affaiblie, face au prolétariat : du fait même que la crise et la perspective de la guerre généralisée se posent en même temps, il lui sera difficile comme jamais auparavant de faire accepter par les grandes masses ouvrières et exploitées les mystifications idéologiques sur une quelconque prospérité à venir ou sur la paix, les deux s'éloignant chaque jour plus. Et alors même que, malgré le "black-out", la censure, sur les luttes et les mobilisations ouvrières, la combativité ouvrière ne se dément pas, ne se calme pas, ne disparaît pas. Combien de manifestations massives contre les mesures de misère adoptées dans tous les pays tués et ignorées par les médias ? Combien de luttes isolées contre les licenciements ou bien contre la baisse des salaires passées sous silence ? Illusions de notre part ? Délires ? Quelle censure serait possible à l'heure d'Internet et des

¹ Parmi les nombreuses réactions à la publication de notre communiqué sur la constitution du groupe – en général, elles sont positives, enthousiastes et encourageantes –, certaines s'interrogent sur le fait que nous constituons un "nouveau" groupe alors que nous aurions dû demander notre adhésion à la TCI ou au CCI. Dans l'absolu, nous sommes d'accord avec ces camarades. Le fait que des deux noyaux constituant l'origine du groupe, le noyau français ait été exclu du CCI suite à la constitution de la Fraction interne du CCI, et que le noyau canadien, à ce jour et en tant que CI-Klasbatalo, n'ait pu développer des relations plus étroites et fraternelles avec le GIO, le groupe canadien de la TCI, n'est pas de notre responsabilité et nous l'avons toujours, politiquement, regretté et combattu. Nous renvoyons le lecteur à la rubrique "archives" de notre site pour nos histoires et combats respectifs tout au long des années 2000. Et de manière plus immédiate à la correspondance publiée dans ce numéro avec un camarade du Canada qui nous interroge sur nos relations avec la TCI et son groupe adhérent dans ce pays. Comme on peut le lire à la lecture des documents adoptés à notre conférence, le GIGC entend développer au maximum ses relations fraternelles avec la TCI en général, et donc avec le GIO.

médias omniprésents et "où tout se sait de suite" ne cesse-t-on de nous asséner ? Et pourtant ! Juste un exemple, le dernier en date pour faire court, significatif : en-dehors de l'Espagne, qui a su que « *des marées de citoyens ont manifesté contre la politique de Rajoy* » (titre d'*El País*, 24/11/2013), le premier ministre du gouvernement, les 23 et 24 novembre derniers dans 50 villes espagnoles ? Il en a été de même lors des journées de manifestations massives au Portugal, en Grèce, en Italie, etc...

La combativité et la colère continuent à s'exprimer dans tous les pays, sur tous les continents. Mais, pour autant, elles ne réussissent pas à faire reculer les attaques. Parce que la classe ouvrière reste, en général, derrière les mots d'ordre et revendications syndicales et de gauche, c'est-à-dire des mots d'ordre et des revendications contraignant et limitant la lutte au cadre étatique et à l'idéologie capitaliste. Parce qu'elle n'assume pas, à ce jour, le combat contre les sabotages et le dévoiement de ses luttes et contre ces forces qui les mettent en place. Parce qu'elle n'arrive pas à se hisser au niveau du combat politique conscient, c'est-à-dire jusqu'à l'affrontement politique contre toutes les forces de l'appareil d'État bourgeois, particulièrement contre celles qui se "situent sur le terrain ouvrier", syndicats, officiels ou "radicaux de base", aux forces politiques de gauche et gauchistes ; y compris ceux qui se cachent derrière l'apolitisme et les mystifications démocratiques diverses et variées.

Voilà pourquoi les luttes ouvrières ont besoin de l'intervention et de la présence des révolutionnaires. Non que ces derniers soient les seuls à pouvoir porter et assumer la dimension politique du combat de classe. Bien évidemment, c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui doit tendre à mener le combat sur ce terrain et à s'opposer au capitalisme comme un tout et à l'État bourgeois. Et bien évidemment aussi, ce sont ses minorités les plus combattives, les plus déterminées et les plus conscientes des contradictions de classe et du devenir du prolétariat qui sont appelées à en être les foyers et les facteurs actifs. Mais parmi ses minorités ouvrières plus ou moins "larges" qui apparaissent et disparaissent selon les flux et reflux des luttes, les minorités organisées, c'est-à-dire les groupes politiques qui perdurent et systématisent leurs activités, réflexion et intervention, qui s'inscrivent dans l'histoire du mouvement ouvrier et reprennent et défendent ses leçons politiques et théoriques les plus fondamentales, sont les plus en capacité d'être au premier rang de ce combat politique. Et c'est leur responsabilité historique et, à la fois, pour eux, le seul moyen de résister à la pression du combat idéologique que mène la bourgeoisie contre la classe ouvrière dans son ensemble et contre les minorités révolutionnaires en particulier.

Intervenir ? Être au premier rang du combat de leur classe ? Il en va aussi de leur survie et de leur développement !

Alors quand, en plus, ces groupes politiques sont armés des mots d'ordre d'insurrection prolétarienne, de destruction de l'État capitaliste, de dictature du prolétariat, d'abolition du capitalisme et du salariat, quand ils sont armés de la perspective d'une société sans classe, sans exploitation et sans État, c'est-à-dire quand ils sont armés du Programme communiste et de la théorie marxiste, alors leur rôle est essentiel et indispensable pour le combat de classe tant au niveau historique, pour le succès des confrontations massives entre les classes qui arrivent et l'ouverture d'une perspective révolutionnaire, qu'au niveau immédiat pour mener les combats quotidiens afin de limiter les attaques du capital et favoriser au mieux les combats à venir. Et, a contrario, leur absence serait catastrophique du fait même qu'ils expriment et matérialisent les expressions les plus hautes – même si pas uniques – de la conscience de classe du prolétariat, du programme communiste !

Voilà pourquoi nous nous sommes regroupés et voilà pourquoi nous entendons faire tout notre possible pour aider et même être un facteur actif du combat et du processus pour le regroupement des forces communistes. Voilà pourquoi, loin de représenter un énième groupe en rivalité ou en concurrence avec d'autres déjà existants, nous entendons venir en appui au seul groupe international en capacité de servir de pôle de référence et de regroupement que constitue la Tendance Communiste Internationale. Voilà pourquoi nous entendons combattre toutes les expressions d'opportunisme politique au sein de la Gauche communiste et du camp prolétarien dont le dénominateur commun est aujourd'hui l'opposition à ce procès vers le parti et son sabotage². Voilà pourquoi nous inscrivons notre combat central pour le regroupement dans la perspective de l'indispensable combat pour la constitution du parti communiste de demain. Tout comme les luttes ouvrières d'aujourd'hui déterminent déjà, en partie du moins, l'issue des confrontations massives de demain, la lutte d'aujourd'hui pour le regroupement en général, et autour de la TCI en particulier pour la période actuelle, détermine déjà, en plus grande partie encore, l'issue du combat pour le parti de demain.

RL, 3 décembre 2013

² Et dont l'autre composante importante de la Gauche Communiste, le Courant Communiste International, est devenue un des vecteurs principaux, sinon le vecteur principal, depuis l'ouverture de son processus de dégénérescence opportuniste engagé, car dominant dans cette organisation, depuis 2001.

Conférence de Constitution du GIGC

*Nous reproduisons ci-après les principaux documents adoptés à notre conférence de constitution de novembre 2013. Nous commençons par le communiqué annonçant la formation du GIGC. Ensuite, nous reproduisons la résolution de constitution du groupe rédigée et votée par la conférence. Enfin, nous publions des **Thèses sur la situation internationale**, élaborées en juillet 2013, que l'ensemble des camarades des Communistes Internationalistes – Klasbatalo et de la Fraction de la Gauche Communiste Internationale ont discutées et adoptées comme texte d'orientation pour le suivi et l'intervention dans la lutte des classes. Elles sont précédées d'une présentation.*

Communiqué sur la constitution du Groupe International de la Gauche Communiste

Les Communistes Internationalistes – Klasbatalo (ex-CIM) et la Fraction de la Gauche Communiste Internationale (ex-FICCI) ont tenu une conférence en vue de la constitution d'un nouveau groupe communiste. Lors de cette conférence, les deux groupes se sont dissouts et la conférence a décidé de constituer le **Groupe International de la Gauche Communiste**.

Dès que nous le pourrons, nous communiquerons et publierons les documents adoptés lors de cette réunion et sur lesquels se base le nouveau groupe. La conférence a adopté une plate-forme politique reprenant pour l'essentiel les positions de base de la TCI et du CCI qui correspondent globalement aux positions que le *Bulletin communiste international* de la FGCI affichait sur sa dernière page. Elle a adopté aussi comme mode de fonctionnement la centralisation internationale en tant que principe communiste et pratique à développer en son propre sein. Elle s'est prononcée sur des Thèses sur la situation internationale afin de pouvoir définir et développer des perspectives d'orientations et d'intervention politiques au sein de la classe ouvrière.

De même, elle reprend à son compte le débat qui avait animé les deux précédents groupes quant à l'analyse de la situation du camp prolétarien et l'intervention à y développer. Le GIGC entend centrer son intervention dans le camp prolétarien dans la lutte pour le regroupement communiste en vue de la formation du parti communiste de demain et dans la lutte contre toutes les formes de l'opportunisme et de sectarisme qui affaiblissent ce dernier. Plus concrètement, et constatant une ligne centrale de démarcation et d'opposition au sein de ce camp entre les tendances et groupes "pro-parti" et "anti-parti", notre groupe orientera son intervention afin de favoriser au mieux le processus de regroupement autour de la Tendance Communiste Internationaliste – de ses positions et de son organisation comme seul pôle international en capacité d'incarner la tradition de la Gauche communiste.

Enfin, la conférence a décidé de doter le nouveau groupe en vue de développer son intervention et sa présence politique, d'une revue, dans un premier temps semestrielle, qui sera publiée en français, en anglais et dont des extraits seront traduits en espagnol sur notre site web. Au moins dans un premier temps, et pour des raisons pratiques, l'adresse du site sera la même que celle de la Fraction de la Gauche Communiste Internationale : www.fractioncommuniste.org. Nous avons ouvert une nouvelle adresse email : intleftcom@gmail.com à laquelle le lecteur et les groupes peuvent déjà nous écrire.

Aujourd'hui, dans la situation historique actuelle – crise économique, danger de guerre impérialiste, luttes ouvrières... –, la classe ouvrière a un besoin absolu que les minorités communistes se regroupent pour préparer la constitution de son parti mondial.

Le GIGC, 7 novembre 2013.

Résolution sur la constitution du Groupe International de la Gauche Communiste

- 1) A l'issue de la Conférence de regroupement que les Communistes Internationalistes – Klasbatalo (CIK, ex-CIM) et la Fraction de la Gauche communiste internationale (FGCI, ex-FICCI) ont tenu, les deux groupes ont décidé de se dissoudre et leurs membres de se regrouper dans un seul groupe international de la Gauche communiste.
- 2) En conséquence, le GIGC décide de se doter d'une revue papier internationale, *Révolution ou Guerre*, – semestrielle dans un premier temps – qu'il diffusera le plus largement possible afin de pouvoir mener son intervention générale sur une base régulière en vue de développer une présence politique à la fois internationale et locale quand c'est nécessaire et là où il le peut.
- 3) La conférence a discuté et adopté des **Thèses sur la situation internationale** qui donne au nouveau groupe le cadre général d'analyse de la situation historique et vont lui permettre de développer une intervention politique unie et homogène dans la lutte des classes. De même, le GIGC reprend à son compte l'accord politique auquel étaient arrivés les CI-K et la FGCI dans leur débat sur l'état du camp prolétarien ³ et qui définit notre analyse de ce camp et notre intervention en son sein. En particulier, l'intervention vise à participer au combat pour le regroupement des forces communistes en vue de la constitution du parti mondial du prolétariat. Ce combat pour le parti communiste exige aujourd'hui à la fois de pousser au regroupement et à la polarisation autour de la Tendance communiste internationaliste et à lutter contre les manifestations de l'opportunisme et de sectarisme au sein du camp ; tout spécialement contre les tendances « anti-parti » et a-politiques.
- 4) Le GIGC se constitue sur la base d'un accord sur des règles organisationnelles devant guider le fonctionnement et la vie d'un groupe communiste uni et centralisé au niveau international. Ne disposant que les Statuts du CCI comme texte de référence, il se déclare en accord avec les principes qui y sont présentés.
- 5) Le nouveau groupe, Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC), a adopté une plate-forme politique basée pour l'essentiel sur les positions de base commune à deux des principaux courants de la Gauche communiste internationale, la TCI et le CCI « historique ». Cette plate-forme se présente sous la forme des positions de base telles qu'elles étaient publiées au dos du *Bulletin communiste* de la FGCI et des anciennes publications du CCI. L'adoption d'une plate-forme sous la forme concise de positions signifie que le groupe, bien que se référant aux positions du CCI « historique », ne se revendique pas uniquement et unilatéralement de ce seul courant de la Gauche communiste, mais aussi de l'autre courant historique de cette gauche qui défend globalement les mêmes positions de principe et qui est représenté aujourd'hui par la Tendance Communiste Internationaliste. A ce titre et sous cette forme, la plate-forme exigera des développements et une argumentation plus importantes dans le futur.

Novembre 2013

Appel à souscription

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons.

L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux.

³ Voir par exemple : [Retour sur une "contribution à un état des lieux de la Gauche communiste](#) sur le blog de Klasbatalo et la discussion avec l'ex-Fraction de la Gauche Communiste Internationale dans les bulletins de cette dernière (www.fractioncommuniste.org).

Présentation des Thèses sur la situation historique – juillet 2013

*Ces thèses ont été rédigées en vue d'ouvrir une discussion entre deux éléments appartenant à l'héritage programmatique de la Gauche Communiste et ultimement de participer à la fondation d'un nouveau groupe au sein de celui-ci. De fait, ce regroupement entre la FGCI et les CIK signifie la suppression des deux groupes en vue d'en constituer un qui s'inscrit immédiatement sur le terrain international, plutôt que sur le terrain local, et qui souhaite favoriser la discussion au sein des éléments de la Gauche Communiste ; et ce, afin de participer à l'élaboration du programme prolétarien. Car **qui dit programme du prolétariat dit aussi nécessité du Parti de classe international et internationaliste** : et il y a lieu de dire que celui-ci fait cruellement défaut à l'heure des grandes attaques de la classe capitaliste sur la classe ouvrière ; à l'heure des mesures d'austérité appliquées à l'échelle planétaire ; mais également à l'heure où le prolétariat s'oppose de plus en plus à ces mesures, partout sur le globe, empêchant la bourgeoisie d'imposer clairement ses velléités guerrières, alors qu'il est cependant incapable d'assumer lui-même sa responsabilité historique, la conscience de classe qui l'anime étant trop faible.*

Or donc, pour participer au regroupement et à l'élaboration du programme prolétarien, il faut être en mesure de pouvoir mener, dans une première étape, un débat entre les éléments qui partagent les positions marxistes en vue de favoriser le regroupement autour de ces positions. C'est ce que la FGCI et les CIK se sont employés à faire au cours de la dernière année et qui s'est finalement conclu positivement par la création d'un nouveau groupe. Nous estimons que c'est une étape importante car il ne s'agit pas ici d'un groupe adhérant à un autre (par exemple, le GIS à la TCI) mais bien de deux groupes ayant décidé qu'il était préférable de se dissoudre afin de mettre en place un nouvel « organe ». C'est donc dans la perspective d'un regroupement encore plus large – se réclamant du courant partidiste – que s'inscrit le GIGC.

*Nous nous sommes ainsi dotés d'un document d'orientation – les Thèses sur la situation historique – autour duquel discuter. Celui-ci a permis d'échanger sérieusement et de se mettre d'accord sur les bases et la nécessité d'un nouveau groupe. L'actualité au cœur de ces thèses rédigées en juillet 2013 a peut-être évoluée mais l'essence reste la même : décadence du capitalisme, permanence de la guerre bourgeoise, et incapacité momentanée pour une classe ou l'autre d'imposer explicitement son programme à l'heure actuelle. Aujourd'hui, nous vivons la faillite irréversible et définitive du système capitaliste – le soubresaut ouvert avec la crise de 2008 n'en a été qu'une confirmation. La seule "solution" de la bourgeoisie mondiale est la guerre généralisée. Mais pour atteindre cet objectif, il lui est nécessaire (comme pour les deux premières guerres mondiales) non seulement de préparer la prochaine guerre mais surtout **de battre** le prolétariat. Et cela nécessite forcément une confrontation de classe majeure. C'est cela qui nous attend aujourd'hui.*

Décembre 2013

Thèses sur la situation historique – juillet 2013 (adoptées à la Conférence de constitution du GIGC – novembre 2013)

1) « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de luttes de classes » (Manifeste communiste, 1848). Ces dernières années et notamment la première partie de l'année 2013 sont venues vérifier ce principe premier du marxisme, la théorie révolutionnaire du prolétariat. 2013, à ce jour, a connu un aiguisement conséquent des mobilisations ouvrières et la chaîne des pays affectés s'allonge et se propage sur tous les continents, de l'Europe à l'Asie – Espagne, Grèce, Portugal, Turquie..., jusqu'à la Chine -, en Afrique – Égypte, Afrique du Sud -, Amérique – Brésil... Cette dynamique de luttes et de révoltes est la réponse de la classe prolétarienne aux attaques de plus en plus fortes que la bourgeoisie de tous les pays est contrainte de porter de manière redoublée et **simultanée** depuis les nouveaux soubresauts terribles de la crise ouverte du capitalisme en 2008, la crise dite des « subprimes », et qui depuis ne fait que s'élargir et s'approfondir sans fin. Il y a urgence pour le capitalisme à faire porter le fardeau de sa crise à la classe ouvrière tout comme il y a urgence pour chaque capital national de défendre ses intérêts contre les autres nations capitalistes dans une concurrence de plus en plus exacerbée, du fait même de l'évolution de la crise, et qui ne peut que déboucher sur des rivalités impérialistes encore plus brutales et barbares jusqu'à leur expression suprême : la guerre impérialiste mondiale. Le capitalisme ne peut offrir comme perspective à l'ensemble de l'humanité que le choix suivant :

guerre impérialiste généralisée ou révolution communiste.

« La décadence du capitalisme est marquée par l'épanouissement des contradictions inhérentes à sa nature, par une crise permanente. La crise trouve deux forces sociales antagoniques en présence, la bourgeoisie, classe du capital, vivant de la plus-value, et le prolétariat dont les intérêts de classe exploitée, en le poussant à s'opposer à son exploitation, mènent à la seule possibilité historique de dépassement de l'exploitation, de la concurrence, de la production de marchandises : une société de producteurs librement associés. La crise agit sur ces deux forces historiquement antagoniques de façon différente : elle pousse la bourgeoisie vers la guerre et le prolétariat vers la lutte contre la dégradation de ses conditions d'existence. » (Revue internationale #15 du CCI, 1978, Le cours historique).

2013 : l'échéance se rapproche et l'alternative historique est en passe de devenir de plus en plus concrète et réelle pour des milliards d'être humains et pour les classes sociales en présence. Comme le poids de la préparation de la guerre généralisée est aussi porté par le prolétariat, les luttes de résistance de celui-ci contre les effets de la crise économique tendent en même temps à s'opposer à la logique guerrière. Voilà pourquoi le cours de la lutte des classes est à des confrontations massives entre celles-ci. Ces affrontements

seront aussi décisifs car selon que la classe exploitée et à la fois classe révolutionnaire en sortira défaite ou non, la dynamique de la lutte des classes issue du nouveau rapport de forces s'orientera vers un terme ou l'autre de l'alternative historique. Le prolétariat, classe du devenir, détient les clés du dilemme historique.

2) A ce jour et depuis 2008, les luttes ouvrières manifestent une combativité importante et massive dans tous les pays. Pour autant, elles sont loin d'avoir réussi à imposer un rapport de forces suffisant pour contraindre la bourgeoisie et son État à reculer, ne serait-ce qu'un minimum, ne serait-ce que dans un seul pays, dans leurs attaques de plus en plus brutales contre les conditions de vie et de travail des prolétaires. À ce jour, les combats ouvriers restent marqués – aussi divers et variés aient-ils été – par leur faiblesse au niveau **politique**, c'est-à-dire essentiellement au niveau de la conscience de classe. En particulier, quand ces mouvements ne tombent pas pour les plus faibles d'entre eux directement sur un terrain bourgeois – par exemple celui de revendications démocratiques diverses comme les mouvements en Tunisie en 2011 et en Égypte ou encore comme le mouvement des "indignés" en Espagne –, ils restent incapables **d'assumer le combat politique contre les forces de l'État, spécialement contre celles présentes et actives dans les rangs ouvriers comme les syndicats et les partis de gauche, afin de se prendre en main, de s'étendre, de s'unifier et de se généraliser.**

C'est un des signes que la conscience de classe est peu étendue dans les grandes masses ouvrières. En particulier, le fait que l'espoir ou la "vague idée" d'une « autre société » possible, c'est-à-dire du communisme, ait été en grande partie gommé des consciences ouvrières, ne permet pas d'alimenter et de guider le **combat politique de classe** indispensable, y compris pour les luttes dites « économiques » immédiates et quotidiennes, contre les forces de l'État bourgeois. La perspective révolutionnaire du communisme parce qu'elle est la seule à porter en elle la destruction de l'ordre capitaliste, est indispensable pour que la classe ouvrière puisse réellement et durablement adopter et développer les seules méthodes de lutte **véritablement efficaces** pour l'affirmation et le "succès" des luttes quotidiennes et revendicatives du prolétariat. En effet, ces méthodes qui sont définies et déterminées par les mots d'ordre "historiques" d'insurrection ouvrière, de destruction de l'État capitaliste et de dictature du prolétariat, rompent justement avec l'ordre capitaliste en termes de contenu, de moyen, de forme, et d'objectif à chaque épisode ou moment, aussi minime soit-il, aussi limité soit-il, de la lutte prolétarienne.

3) La minorité communiste, par sa faiblesse numérique, son manque d'influence dans la classe et sa dispersion est un autre signe tangible de cette faiblesse. En effet, produits et facteurs historiques de la lutte de classe prolétarienne, les groupes et organisations communistes, tout comme le parti communiste lorsqu'il existe, sont les expressions les plus hautes de la conscience de classe et à ce titre l'avant-garde politique du prolétariat ; « *du point de vue théorique, ils ont sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement ouvrier* » (Manifeste communiste). Porteurs conscients de la perspective communiste et organisés en conséquence, garants de la voie et des moyens menant à ce devenir révolutionnaire,

la réalité de leur influence et de leur présence, et tout spécialement l'existence réelle du parti, dans la classe ouvrière est à son tour une expression de la réalité du rapport de forces entre les classes et du degré d'extension de la conscience de classe. Mais de reflet ou produit d'un rapport de force historique entre les classes, les expressions les plus hautes de la conscience de classe doivent devenir un facteur actif et premier de celle-ci et de l'évolution de ce rapport de forces en assumant et en luttant pour la direction politique de leur classe.

« La lutte de classe prolétarienne exige une agitation concentrée, éclairant les différentes étapes de la lutte d'un point de vue unique et attirant à chaque moment, toute l'attention du prolétariat sur les tâches qui l'intéressent dans son entier. Cela ne peut être réalisé sans un appareil politique centralisé, c'est-à-dire en dehors d'un Parti politique » (Résolution sur le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne, 2ème congrès de l'Internationale Communiste, 1920).

Voilà pourquoi, dès aujourd'hui, il est de la responsabilité particulière de cette minorité politique de tendre à unir ses forces, non seulement pour influencer le plus possible sur les combats actuels du prolétariat, mais surtout pour participer à préparer la formation du futur parti de classe international et internationaliste.

La décadence du capitalisme : guerre impérialiste et crise permanente

4) L'éclatement de la 1ère Guerre mondiale en 1914 marque une rupture radicale dans la vie du capitalisme. « *Les contradictions du système mondial, auparavant cachées en son sein, se sont révélées avec une force inouïe en une formidable explosion : la grande guerre impérialiste mondiale (...). Une nouvelle époque est née. Époque de désagrégation du capitalisme, de son effondrement intérieur. Époque de la révolution communiste du prolétariat* » (Plate-forme de l'Internationale Communiste, 1919). Depuis maintenant presque un siècle, la 2ème guerre mondiale et la permanence des conflits impérialistes locaux tout au long du 20ème siècle tout comme la succession et la nature des crises économiques de plus en plus dévastatrices ont largement vérifié ce constat de la théorie marxiste selon lequel « *à un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale* » (Préface à la Critique de l'économie politique, Karl Marx). Le capitalisme est alors entré dans sa phase de déclin historique, dans sa phase de décadence.

5) Depuis lors, aux crises cycliques que connaissait le capitalisme dans sa phase ascendante, chaque "cycle divisé en une succession de périodes d'activité moyenne, de prospérité, de surproduction, de crise et de dépression" (Crises et cycles dans le capitalisme agonisant, *Bilan #10*, Mitchell, 1934, organe de la Fraction de gauche du PC d'Italie), s'est imposée une crise permanente caractérisée par **un cycle de crise-**

guerre-reconstruction-nouvelle crise. Chaque nouvelle « rotation » du cycle se manifeste par une nouvelle crise « économique ouverte » plus profonde et plus large que la précédente et par une nouvelle guerre impérialiste encore plus dévastatrice et plus barbare. Dans la période de déclin, *"le point de rupture du cycle [n'est plus] la crise, « solution momentanée et violente des contradictions existantes, éruption violente qui rétablit pour un moment l'équilibre troublé » (Marx)"* (idem) mais la guerre impérialiste généralisée. Le facteur déterminant de ce cycle infernal est le « moment-guerre » qui impose sa dynamique aux autres moments du cycle.

6) La guerre impérialiste détermine ainsi toutes les caractéristiques que le capitalisme en déclin a dû adopter. La première de ces caractéristiques qui est apparue avec force pour ne plus se démentir depuis, est la mainmise croissante de l'État sur l'ensemble de la société et en particulier sur le domaine économique. Les nécessités pour assumer l'effort de guerre lors du premier conflit mondial ont imposé au capital le développement et la domination du capitalisme d'État.

Le cycle propre à la période de décadence ne s'est pas démenti depuis lors – crise de 1929-2ème Guerre mondiale-reconstruction d'après-guerre-nouvelle crise depuis la fin des années 1960 – jusqu'à nos jours. L'ampleur des destructions de 1939-1945 explique en grande partie la longueur de la période de reconstruction – les soi-disant « 30 Glorieuses ». De même, le développement du capitalisme d'État explique en grande partie la « lenteur » du développement de la crise depuis la fin des années 1960. En effet, ce sont par des mesures « étatiques » permettant de tricher avec la loi de la valeur que les principales puissances impérialistes ont réussi à retarder et à repousser dans le temps – des années 1970 à aujourd'hui – et l'espace – du coeur historique du capitalisme sur tous les continents de la périphérie du capitalisme, les premières et les plus évidentes manifestations de la crise avant qu'elles ne reviennent aujourd'hui frapper tel un boomerang les principales puissances impérialistes.

7) Le capitalisme d'État n'est donc pas facteur de dépassement de l'impasse économique du capitalisme mais au contraire son expression et, in fine, un facteur aggravant de celle-ci. *« En réalité, l'intervention désordonnée de l'État ne serait faite que pour seconder l'activité pernicieuse des spéculateurs, pour achever d'introduire le désarroi le plus complet dans l'économie capitaliste, à l'heure où celui-ci se trouve dans sa période de décadence. Enlever aux trusts les moyens de production et de transport pour les transmettre à la « nation », c'est-à-dire à l'État bourgeois, c'est-à-dire au plus puissant et au plus avide des trusts capitalistes, c'est non pas enrayer le mal, mais en faire une loi commune ».* (Manifeste du 2è congrès de l'IC, 1920).

Le modèle le plus abouti de capitalisme d'État n'a pas été le russe de feu l'URSS, ni le chinois de Mao Tse-Tung, mais le modèle nord-américain. En réussissant à fusionner au mieux capital privé et capital étatique, les États-Unis sont devenus le capitalisme d'État le plus abouti. Et même les années Reagan (1980) – chantre du "libéralisme économique" – ont manifesté une mainmise croissante de l'État sur tous les rouages et tous les plans de la société, à commencer par la dimension économique – ne serait-ce qu'au moyen de la Federal Bank, du

crédit, de l'endettement et de l'utilisation du dollar – et du développement incroyable du militarisme, en particulier de la production d'armement durant ces années, à sa demande et sous sa direction. Le capitalisme d'État est surtout l'expression de la seule perspective que le capital puisse offrir depuis le début du 20^e siècle du fait même de son incapacité à résoudre et dépasser son impasse économique : la guerre impérialiste et la destruction massive de forces productives. Et sur ce plan aussi, les États-Unis en sont l'expression la plus aboutie.

8) L'essence des mesures « capitalistes d'État » qui ont permis de repousser dans le temps et l'espace les conséquences de la crise, n'était pas d'ordre économique mais d'ordre politique même si elles visaient à répondre aussi aux conséquences économiques de la crise. La guerre, expression de l'impérialisme dominant et réponse politique par excellence, comme seule issue, est la manifestation de l'absence de solution quelconque à la crise du capital. C'est ainsi que les mesures adoptées depuis la fin des années 1960 et dont l'essentiel a consisté, outre des attaques massives contre la valeur force de travail, c'est-à-dire contre le prolétariat, en un développement généralisé et massif de l'endettement permettant de maintenir artificiellement l'économie capitaliste, sont revenues frapper avec violence en 2008 le coeur historique du capitalisme constitué des principales puissances impérialistes avec une montagne de dettes généralisées qui ne seront jamais remboursées. Ces mesures étatiques qui visaient à répondre à la contradiction entre forces productives et rapports de production capitaliste, n'ont fait que reporter dans le temps la contradiction et l'aggraver encore plus. Son éclatement ne peut déboucher que sur la destruction massive par la guerre impérialiste généralisée de l'excès de forces productives que ne peuvent contenir les rapports capitalistes.

9) La crise qui a éclaté depuis 2008 et les réponses fournies par le capital sont un condensé des politiques économiques menées par le capitalisme d'État depuis les années 1970. Le fait que les 5 dernières années résument les 40 ans qui précèdent, qu'elles aient connu le même parcours ou le même processus, manifeste l'ampleur et la gravité de la crise actuelle ; l'impasse dans lequel le capitalisme se trouve au plan économique devant les échéances : les tricheries avec la loi de la valeur n'ont qu'un temps et celles-ci sont de plus en plus dépassées.

L'éclatement de la crise de l'immobilier américain en 2008 – pour ne prendre que cet exemple particulier de la crise du capital – a été la conséquence de la création d'un marché artificiel afin de soutenir l'activité économique. À l'endettement de particuliers qui, à terme, étaient incapables de rembourser leur prêt, est venu se rajouter, facteur aggravant et explosif, la spéculation financière sur les titres de ces dettes – y compris sur des titres pariant sur l'incapacité de remboursement des particuliers ! Tout ceci a créé une bulle financière qui a fini par exploser et qui a mis en péril, non pas les seules banques directement engagées, mais tout le système bancaire international puisque tout le système financier était engagé dans la spéculation.

Le fait que les capitaux tendent de plus en plus à s'orienter non pas dans la sphère de la production mais dans la sphère financière et en grande partie spéculative est une expression particulière d'une des contradictions fondamentales et insolubles du capitalisme et que le marxisme a mis en lumière :

ce phénomène signifie que le taux général de profit qui ne peut que tendre à baisser – baisse qui a été accélérée considérablement ces deux dernières décennies par le développement de l'informatique et d'Internet – et qui est aggravé par l'exacerbation de la concurrence sur les marchés, est largement insuffisant pour assurer l'indispensable procès d'accumulation du capital. Et cela, malgré le fait – c'en est même, en dernière instance, un facteur – que le prolétariat ait vu son exploitation exploser tout comme la plus-value qui lui est extorquée par le capital. L'augmentation générale et énorme de la productivité du travail qui est un des moyens que chaque capitaliste utilise pour faire face à la baisse de ses profits, ne fait en dernière instance qu'aggraver et accélérer la baisse tendancielle du taux de profit général et exacerber ainsi la contradiction.

10) La réponse que le capital a apporté à la crise de 2008 et au risque d'explosion du système bancaire et financier mondial qui aurait paralysé brutalement toute l'économie capitaliste a été une réponse « politique » – trichant une fois de plus avec la loi de la valeur : les États ont décidé de renflouer les banques, parfois même de les nationaliser, afin d'éviter la catastrophe immédiate. Une réponse « économique » – respectant la loi de la valeur – aurait été de laisser les principales banques mondiales chuter dans une cascade de faillites. Seule l'action des États pouvait permettre d'adopter ces mesures qui ne respectent pas les lois économiques du capitalisme lui-même.

Mais cette réponse, à son tour, n'a fait qu'aggraver le mal en le repoussant à un niveau supérieur et élargi – et sans même résoudre la fragilité de fond des banques qui restent pour nombre d'entre elles sous la menace de banqueroute et de disparition. Elle a eu pour conséquence un endettement démultiplié des États, de tous les États sur tous les continents, qui étaient déjà fortement endettés du fait des politiques menées depuis les années 1970. La spéculation s'est alors adjointe à ce qui était déjà en soi un problème pour, à son tour, participer à son aggravation et à son accélération en « pariant » sur les dettes des États. Le même processus qui avait amené à la crise des « subprimes » a amené à la « crise des dettes souveraines », c'est-à-dire des États.

11) Aujourd'hui, courant 2013, la récession initiée en 2008 se généralise en partant des pays du cœur du capitalisme jusqu'aux pays de la périphérie. Les soi-disant pays « émergents » voient leur économie « se ralentir ». Alors que la Chine était présentée comme le nouvel eldorado qui allait entraîner le monde vers une nouvelle ère de prospérité, aujourd'hui la seule question qui préoccupe sérieusement les économistes et autres idéologues bourgeois est de savoir si son économie va atterrir « brutalement ou en douceur ». L'Europe est en récession et la crise des dettes souveraines de l'Union Européenne a été surtout l'occasion pour la puissance allemande d'imposer durablement et sans partage son leadership politique – c'est-à-dire impérialiste – sur l'Europe continentale. Les États-Unis sont engagés dans une fuite en avant dans l'endettement généralisé et l'émission de papier-monnaie – sous une forme ou une autre – qui manifeste à la fois leur affaiblissement particulier vis-à-vis des principaux rivaux impérialistes et l'impasse du capital comme un tout. Loin de se résoudre, voire de s'atténuer, la crise ouverte et brutale du capital s'affirme chaque fois plus et s'étend au

monde entier inéluctablement.

12) Seuls les communistes sont en capacité de dénoncer cette impasse et les politiques – et la propagande – qui vont avec. Car seule la théorie du prolétariat révolutionnaire est en capacité de mettre en évidence les contradictions insurmontables du capitalisme et son impasse historique.

« Les conditions bourgeoises de production et d'échange, le régime bourgeois de la propriété, la société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemblent au magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées. (...) Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes. Une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société, - l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. (...) Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir. Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même. » (Manifeste communiste).

Seule cette théorie, le marxisme, peut dévoiler les mensonges de la bourgeoisie sur l'état de son économie, sur sa faillite historique et sur la réalité de ses politiques pour y faire face car armée et expression de la conscience de classe sur l'opposition irréconciliable entre capital et travail, entre bourgeoisie et prolétariat.

Permanence de la guerre impérialiste généralisée

13) Plus la crise s'approfondit, plus les rivalités impérialistes s'exacerbent et plus des axes impérialistes, des lignes de fractures impérialistes, tendent à se dégager et à se polariser. Cette polarisation est déterminée par la nécessité de conformation de blocs impérialistes pour la guerre généralisée. Cette dynamique de polarisation impérialiste s'était affirmée tout au long des années 1930 autour de l'Allemagne nazi d'un côté et de l'autre des vieilles puissances coloniales – Grande-Bretagne, France, regroupées autour des États-Unis. Mais la configuration – générale – des blocs impérialistes ne s'était fixée qu'au déclenchement même de la guerre en 1939 – l'URSS, par exemple, signant le pacte germano-soviétique – un changement d'alliance à 180 degré – à peine quelques jours avant l'invasion allemande de la Pologne. Que les blocs impérialistes ne soient pas constitués aujourd'hui, en 2013, ne signifie donc pas que la guerre impérialiste généralisée ne soit plus un des deux termes de l'alternative historique, ni qu'elle ne soit pas d'actualité pour le capitalisme, et encore moins un

enjeu pour le prolétariat.

14) La question de la guerre impérialiste affecte directement le développement en extension de la conscience de classe dans les grandes masses ouvrières. « *La préparation de la guerre impérialiste suppose pour le capitalisme le développement d'une économie de guerre dont le prolétariat, évidemment, supporte le plus lourd du fardeau. Ainsi, c'est déjà en luttant contre l'austérité qu'il entrave ces préparatifs et qu'il fait la démonstration qu'il n'est pas prêt à supporter les sacrifices encore plus terribles que lui demanderait la bourgeoisie lors d'une guerre impérialiste. Pratiquement, la lutte de classe, même pour des objectifs limités, représente, pour le prolétariat, une rupture de la solidarité avec "son" capital national, solidarité qu'on lui demande justement de manifester dans la guerre. Elle exprime également une tendance à la rupture avec les idéaux bourgeois comme la "démocratie", la "légalité", la "patrie", le faux "socialisme", pour la défense desquels on appellera les ouvriers à se faire massacrer et à massacrer leurs frères de classe. Elle permet enfin que se développe son unité, condition indispensable de sa capacité à s'opposer, à l'échelle internationale, aux règlements de comptes entre brigands impérialistes.* » (Revue internationale 18, 1979, 3ème congrès du CCI : le cours historique).

15) L'idéologie capitaliste nous assène aujourd'hui que les vraies lignes de fracture impérialiste se déplacent vers l'Asie et la Chine, en opposition aux États-Unis et aux pays occidentaux. Il n'en est rien. Depuis la Seconde guerre mondiale, la Chine a toujours joué – même au temps où elle était considérée comme un pays du tiers-monde – comme une puissance impérialiste régionale. Et sa participation à la Seconde guerre mondiale, puis à tous les conflits impérialistes qui ont suivi, ne s'est jamais aventurée au-delà de l'Asie. Il en va de même pour une puissance comme la Russie. On peut affirmer aujourd'hui que ni l'une ni l'autre ne pourront se porter candidates pour assumer un rôle de véritable tête de bloc – leur opposition, par exemple, contre l'intervention américaine en Irak en 2003 les a obligé à se positionner du côté européen et manifestait leur incapacité à avoir une position et une politique autonome alternative lors ce conflit majeur des années 2000.

16) Depuis la guerre en Irak, les oppositions et les contrastes impérialistes majeurs apparaissent chaque fois plus lors des conflits et enjeux principaux avec d'un côté les principaux pays européens tendant à se réunir autour de l'Allemagne – même si ce procès ne va pas sans contradictions et oppositions internes dans tel ou tel pays, même si ce procès est avant tout le résultat de l'évolution d'un rapport de forces interne – et d'autre part les États-Unis assurés du soutien des principaux pays anglo-saxons – surtout « l'île européenne britannique ».

Le reste du monde, c'est-à-dire les autres pays capitalistes, puissants ou non, mais tous menant une politique impérialiste quelle que soit leur taille et leurs prétentions sont de plus en plus contraints, surtout dans les conflits majeurs, de se prononcer pour ou contre l'un des deux pôles – encore une fois l'exemple de la guerre en Irak vient l'illustrer. Cette obligation est le seul moyen pour eux d'envisager pouvoir défendre un minimum leurs propres intérêts impérialistes en évitant de se laisser prendre en étau entre les deux grands ensembles rivaux. Le « chacun pour soi » n'est pas contradictoire à la tendance à la polarisation et à la formation de blocs impérialistes – c'est-à-

dire la tendance à un nouvel ordre impérialiste. Il est au contraire un des moments de ce processus vers la guerre généralisée tout comme la paix n'est qu'un des moments de la guerre impérialiste pour le capitalisme.

17) Du point de vue de la dynamique vers la constitution de blocs impérialistes, la permanence de deux grands blocs établis avec une configuration pour l'essentiel figée des années 1950 à la fin des années 1980, l'URSS d'un côté et les États-Unis de l'autre comme têtes de bloc, représente une sorte d'anomalie historique. Du fait de son histoire spécifique depuis 1917, la Russie devenue stalinienne s'était retrouvée à une place qu'elle n'aurait jamais dû ou pu occuper. Et, autre anomalie historique qui en a découlé, l'Allemagne avait été maintenue divisée en deux durant toute cette période l'empêchant ainsi de retrouver toute sa place dans le jeu impérialiste. La dégénérescence stalinienne de la révolution prolétarienne d'octobre 1917 a eu ainsi comme conséquence indirecte le bousculement de l'ordre « naturel » – c'est-à-dire historique – des rivalités impérialistes.

Depuis la disparition de l'URSS et la fin des blocs issus de la 2è Guerre mondiale, les lignes de fracture impérialiste historique, ou "classique", sont revenues s'affirmer. Face aux États-Unis, première puissance impérialiste, peu de puissances impérialistes peuvent prétendre disputer à la bourgeoisie américaine sa suprématie mondiale. Depuis 1989, seule l'Allemagne émerge comme puissance impérialiste en capacité de s'imposer comme une tête de bloc impérialiste à venir. Éternelle puissance impérialiste contestant l'ordre et la suprématie établie du fait de son histoire propre, la bourgeoisie allemande est en train de réaliser son vieux rêve : établir son leadership sur l'ensemble des, ou pour le moins les principaux, pays du continent européen. Et ainsi à la tête d'un bloc européen, pouvoir disputer la suprématie impérialiste mondial.

18) L'affirmation du pôle impérialiste « europeo-allemand » est donc en cours. Mais il est loin de pouvoir rivaliser avec l'autre pôle américain sur le plan qui, pour l'instant, fait la différence : le plan militaire. Bien que particulières, la situation du capital allemand et les difficultés-contradictions de la bourgeoisie allemande résument la situation et les difficultés-contradictions devant lesquelles le monde capitaliste et la classe bourgeoise comme un tout se retrouvent confrontés :

- d'un côté, et malgré une économie de guerre qui ne s'est pas démentie depuis les années 1930 – autre particularité du capitalisme d'État et de la décadence capitaliste –, la bourgeoisie doit aggraver encore plus son économie de guerre et ses dépenses militaires. Ceci ne peut se faire qu'au prix d'une exploitation de plus en plus croissante du capital vivant, de la force de travail, bref de la classe ouvrière (et, bien sûr, une volonté de l'enchaîner idéologiquement derrière l'État bourgeois) alors même que celle-ci n'a cessé de voir ses conditions de travail et d'existence – la valeur de sa force de travail – être attaquées et diminuées du fait de la crise ;

- de l'autre, le capitalisme se trouve confronté à un prolétariat international qui **tend** aujourd'hui à résister aux attaques économiques massives et idéologiques qu'il subit de plus en plus et qui, de ce fait, **tend** à se dresser contre le développement accru des économies de guerre ; et objectivement à s'y opposer.

19) « *Les contradictions du système mondial, auparavant cachées en son sein, se sont révélées avec une force inouïe en une formidable explosion : la grande guerre impérialiste mondiale. (...) Mais dans la mesure même où, dans les États pris séparément, les procédés anarchiques de la production capitaliste étaient remplacés par l'organisation capitaliste, les contradictions, la concurrence, l'anarchie, atteignaient dans l'économie mondiale une plus grande acuité. La lutte entre les plus grands États conquérants conduisait, avec une inflexible nécessité, à la monstrueuse guerre impérialiste* » (Plate-forme de l'Internationale Communiste, 1919).

Seuls les groupes communistes, armés de la théorie marxiste, et encore plus le parti communiste lorsqu'il est constitué, sont en capacité de dévoiler le caractère inéluctable des rivalités impérialistes et de leur issue dans la guerre généralisée comme seule réponse capitaliste à la crise. Seuls, ils sont capables de dévoiler les mystifications et les mensonges, voire les manipulations et provocations, utilisés dans le jeu impérialiste. Seuls, ils sont capables de reconnaître les pièges idéologiques et politiques – les thèmes démocratiques, antiterroristes, voire antifascistes, etc. – qui visent à enchaîner les prolétaires à la défense de l'État national quel que soit sa couverture, démocratique ou « socialiste ».

Le cours historique est aux confrontations massives entre les classes

20) Aujourd'hui, en 2013, guerre impérialiste généralisée ou révolution prolétarienne restent les deux seules options historiques. Si depuis presque 70 ans ces deux options ne se sont jamais posées de manière immédiate – surtout l'option prolétarienne car la « guerre froide » et ses crises majeures furent bien une réalité –, l'accélération brutale de la crise économique depuis 2008 vient rapprocher à grande vitesse l'actualité immédiate et concrète de ce dilemme historique.

21) Depuis 1968 – fin de la reconstruction d'après-guerre et resurgissement des luttes prolétariennes – la dynamique de la lutte des classes a connu différentes phases en fonction de l'évolution du rapport de forces entre classes :

- le prolétariat international bien que restant dans ses grandes masses soumis à l'idéologie bourgeoise, a cessé néanmoins d'adhérer aux grands thèmes de celle-ci et a mené de nombreux combats contre les effets de la crise (fin des années 1960 et début 1970, fin des années 1970 et début 1980 en particulier, de 1984 à 1988) qu'il n'a pas réussi néanmoins à élever jusqu'à faire reculer de manière significative la bourgeoisie dans ses attaques et encore moins jusqu'à dégager sa perspective révolutionnaire ;

- la bourgeoisie n'a pas réussi pour sa part, et malgré le succès de ses attaques principalement au plan économique contre le prolétariat, à défaire complètement celui-ci comme dans les années 1930 par exemple et à faire adhérer ses grandes masses aux thèmes idéologiques démocratiques et nationalistes de différents types qui préparent la guerre impérialiste généralisée.

22) La plus grosse victoire du capital sur le prolétariat durant cette période a été le résultat de l'offensive idéologique et politique que la bourgeoisie a déclenché suite à la disparition

du bloc impérialiste de l'Est et de l'effondrement de l'URSS stalinienne. Ces deux événements, qui n'en font qu'un en fait eurent deux conséquences :

- la disparition du bloc impérialiste rival, c'est-à-dire du bloc de l'Ouest sous le leadership américain ;

- une rupture dans la dynamique de la lutte des classes ouverte en 1968.

La disparition de l'URSS et la fin définitive du mythe du socialisme stalinien – même s'il s'était déjà fortement affaibli depuis 1968 – ont été mises à profit par la bourgeoisie internationale pour lancer des campagnes idéologiques massives sur la faillite du communisme, sur la victoire de la démocratie et du capitalisme, même sur l'ouverture d'une ère de paix et prospérité (G. Bush père) et la « fin de l'histoire ». Ces campagnes qui ont perduré tout au long des années 1990 et même 2000, ont provoqué une forte baisse de la combativité ouvrière, principalement dans les années 1990, et surtout un débousolement profond dans le prolétariat. Avec la disparition du stalinisme, la bourgeoisie a réussi à gommer momentanément des consciences ouvrières la perspective « d'une autre société », d'une alternative possible au capitalisme.

Cette "disparition" – ou affaiblissement considérable – de la perspective du communisme, **quelle qu'en aient été les compréhensions et les espoirs plus ou moins confus ou mystifiés**, a affecté la classe ouvrière au point où ses luttes ont fortement baissé en intensité et en contenu de classe. Ce dernier a été marqué par un retour en force de l'idéologie et de la pratique syndicales en particulier qui étaient sorties des décennies précédentes particulièrement discréditées.

23) 2001, outre un début de polarisation impérialiste que provoque les États-Unis par leur politique guerrière suite aux attentats qu'ils "subirent" cette année-là, marque un infléchissement dans la dynamique de la lutte des classes. Le prolétariat en Argentine réagit massivement lors de l'hiver 2001-2002 face à la misère que provoque la faillite du capital national. A sa suite, les années 2000 ont connu une lente tendance à la reprise des luttes à l'échelle internationale, tendance qui s'est accélérée brutalement à partir de la crise économique de 2008 et les attaques encore plus massives et brutales que le capital est obligé de porter à la classe exploitée.

24) Néanmoins, la dynamique des luttes ouvrières reste freinée tout au long des années 2000 par les effets négatifs des campagnes anti-communistes en terme de conscience dans la classe ouvrière. De ce fait, les luttes immédiates et les mobilisations massives – y compris celles qui se sont développées après 2008 – n'ont pas réussi à se dégager vraiment des horizons idéologiques et politiques du capitalisme.

De plus, dans les quelques occasions où le prolétariat a commencé à s'affronter plus directement à l'État et à ses forces politiques – comme en Grèce par exemple – afin de paralyser le fonctionnement de l'État et l'adoption des mesures anti-ouvrières, aucune force politique prolétarienne, c'est-à-dire aucune organisation ou groupe communiste, n'a été en capacité de cristalliser cette dynamique, de la défendre ; et encore moins d'en assumer la direction politique par la mise en avant d'orientations et de mots d'ordre permettant à cette dynamique

de se développer et de s'imposer contre les syndicats et les partis de gauche. Ni au plan immédiat et local. Ni au plan général et international.

25) Il s'avère que les campagnes anti-communistes de l'après 1989 ont aussi gravement affecté les faibles – mais néanmoins réelles – forces communistes qui avaient réussi à se développer depuis la fin des années 1960. D'abord, elles furent affaiblies en terme de conviction militante dans la mesure où nombreux furent les militants dont la conviction et l'engagement militants s'affaiblirent du fait du recul des luttes ouvrières et surtout de leur perte de confiance dans les capacités du prolétariat à lutter pour le communisme. Ensuite, les campagnes contre le communisme favorisèrent la pénétration de l'idéologie bourgeoise dans les rangs de ces minorités sous la forme d'un **opportunisme politique** particulièrement agressif et dévastateur.

Le matérialisme historique fut dangereusement affaibli par l'introduction de théories idéalistes et a-historiques, jusqu'à la substitution de valeur et de référence "humaine" générale aux critères de classe et jusqu'à la remise en cause de la lutte des classes comme "*moteur de l'histoire*". Les principes marxistes, tel la grève comme arme de lutte du prolétariat, furent remis en question. Les positions communistes furent soit révisées, soit abandonnées, tel l'alternative historique guerre impérialiste ou révolution prolétarienne, tel la dénonciation de l'anarchisme comme courant politique bourgeois. Enfin, les campagnes anti-communistes favorisèrent le renouveau et le développement des idéologies démocratiques – fétichisation de l'assemblée, de "l'auto-organisation" et de la démocratie sous différentes variantes tel celle des « indignés » – et a-politiques d'ordre anarchistes et conseilliste – avec des positions et des politiques anti-parti, anti-organisation, anti-dictature du prolétariat, y compris au sein même du camp des forces et groupes communistes issus de la Gauche communiste.

Tout ceci, outre le délèchement théorique et politique, a favorisé l'éclatement et la dispersion des groupes communistes qui étaient déjà affectés par la rupture organique avec les organisations communistes du passé – et particulièrement avec l'Internationale Communiste et une grande partie des fractions de gauche qui s'opposèrent à sa dégénérescence – et par le sectarisme. Aujourd'hui, les forces de la Gauche communiste qui sont censées exprimer la conscience de classe de la manière la plus conséquente sont très faibles tant en « nombre » et influence directe qu'en tant que « qualité » et unité. Or l'indispensable parti communiste devra se construire avec ces forces, en tout cas les plus dynamiques d'entre elles, sous leur impulsion et leur initiative, agissant comme facteur actif et si possible central. Dans le cas contraire, en leur absence, il risque de se fonder sur des bases théoriques, programmatiques et politiques insuffisantes pour pouvoir affronter les vents et les raz de marée provoqués par la violente tempête historique qui se présente.

Une situation historique et une dynamique favorable au prolétariat

26) Aujourd'hui, **la dynamique historique joue pourtant en faveur du prolétariat** malgré ses faiblesses importantes – la principale résidant dans l'état de ses minorités politiques

d'avant-garde, c'est-à-dire au niveau de sa conscience de classe, et plus généralement au niveau de la perspective historique du communisme. La bourgeoisie contrainte par l'urgence de sa crise économique se retrouve confrontée presque de manière simultanée à la marche à la guerre et à la lutte des classes qu'elle ne peut repousser, ni l'une, ni l'autre. Elle se retrouve dans une situation historique fragile car jamais dans l'histoire, la question de la guerre et de la crise, comme expressions de la faillite historique du capitalisme et comme expressions de la nécessité de sa destruction, ne se sont posées en même temps aux yeux du prolétariat mondial. Elle ne peut donc jouer ni sur la paix, ni sur une prospérité à venir, pour mystifier et affaiblir le prolétariat. La crise et la guerre – pour le moins la préparation de cette dernière – impose à la bourgeoisie de redoubler ses attaques, tant économiques qu'idéologiques et répressives, contre le prolétariat mondial. Cela ne peut qu'éclairer ce dernier sur la faillite du capital et sa perspective de guerre, sur la nécessité de s'y opposer et, à terme, de le détruire.

C'est dans ce sens que nous affirmons que le cours de la lutte des classes, sa dynamique, se dirige vers des confrontations massives et décisives du point de vue de l'alternative historique entre la bourgeoisie et le prolétariat.

27) Le prolétariat international est amené à reprendre les armes classiques qu'il a su développer tout au long de son histoire ; et cela malgré les tentatives des forces de la bourgeoisie pour s'y opposer. C'est à partir de sa situation comme classe exploitée, à partir des lieux de travail et de production, que le prolétariat trouve sa force et son énergie pour mener ses luttes. De ce point de vue et malgré les énormes changements dans l'exploitation capitaliste de ces deux dernières décennies – en particulier par l'existence d'un chômage massif permanent et par la dispersion d'une grande partie des forces productives liée aux progrès techniques et informatiques – la lutte ouvrière reste fondamentalement la même et conserve les mêmes formes ; ou plus exactement la même dynamique : celle que Rosa Luxemburg avait appelée la *Grève de masses* (1906) et que Trotsky avait décrite dans son livre sur 1905 et qui correspond aux conditions de vie et de lutte du prolétariat dans la période de décadence et en particulier au développement du totalitarisme de l'État bourgeois.

« La grève est le moyen d'action le plus habituel au mouvement révolutionnaire. Ce qui la cause le plus souvent, irrésistiblement, c'est la hausse des prix sur les denrées de première nécessité. La grève surgit souvent de conflits régionaux. Elle est le cri de protestation des masses impatientées par le tripotage parlementaire des socialistes. Elle exprime la solidarité entre les exploités d'un même pays ou de pays différents. Ses devises sont de nature à la fois économique et politique. (...) Elle se calme, semble vouloir finir, puis reprend de plus belle, ébranlant la production, menaçant l'appareil gouvernemental. (...) Cette grève désordonnée n'est autre chose en effet qu'une revue des forces révolutionnaires, un appel aux armes du prolétariat révolutionnaire » (Manifeste du 2ème congrès de l'IC).

28) A l'heure où nous rédigeons ce document – juillet 2013 – , les derniers développements de luttes ouvrières confirment l'existence d'une dynamique menant à des confrontations

massives. Depuis le début de l'année, nous assistons à une accélération de la dynamique de *grève de masse* qui s'est développée depuis 2008 : Égypte, Turquie, Brésil, Espagne, Portugal, Grèce sont les pays qui ont connu les plus grosses mobilisations ouvrières ces derniers mois et dernières semaines. Depuis cette date, outre le surgissement de luttes sur tous les continents, tous les pays d'Europe et surtout tous les pays du pourtour méditerranéen – y compris des rives africaine et asiatique – ont connu des luttes massives sous une forme ou une autre, plus ou moins affirmées, plus ou moins déterminées en terme politique, plus ou moins sur le terrain de la classe ouvrière à l'opposé avec les pièges démocratiques mis en avant – Afrique du Nord, Espagne avec les Indignés... – mais qui toutes ont vu les prolétaires occuper les rues, manifester en masse, parfois faire grève, et même occuper leur usine ou lieux de travail, partout chercher la solidarité et l'unification de leur mouvement, passer de revendications économiques à des revendications politiques, refuser la répression et affronter la violence de l'État.

29) Les dernières manifestations ouvrières, en particulier celles au Brésil, semblent marquer une étape dans le processus de prise de conscience, notamment dans le dégagement par rapport à l'idéologie dominante (le nationalisme, le football...), dans l'affrontement politique à l'État bourgeois et à ses forces politiques et syndicales. Les manifestations ouvrières du Brésil ont surgi spontanément et les partis de gauche et les syndicats ont dû essayer de courir derrière ces mobilisations qu'ils ne contrôlaient pas. Mieux même, nombre de manifestants s'opposaient à la participation et à la présence des partis de gauche et des syndicats. Mieux encore, la journée d'action organisée par les syndicats ce 11 juillet a été un échec du point de vue de l'adhésion des grandes masses ouvrières. Loin de signifier un a-politisme à l'instar du mouvement des indignés en Espagne qui reprenait la mystification démocratique, cette méfiance à l'égard des partis de gauche et des syndicats – alors même que les revendications sont ouvertement sur le terrain de la classe ouvrière, économiques et politiques – semble manifester la volonté d'assumer le combat politique contre les forces bourgeoises présentes et agissantes au sein du prolétariat.

La dynamique de la lutte des classes, le cours de celle-ci vers des affrontements massifs entre les classes, ne peut que confirmer et pousser cette tendance à l'affirmation autonome, de classe, du prolétariat comme sujet révolutionnaire et à élever les luttes prolétariennes sur le terrain politique et de l'affrontement à l'État.

30) Parce qu'ils sont les porteurs les plus conséquents, aux plans théorique, politique et même organisationnel, de la perspective du communisme, les groupes communistes sont les seuls à pouvoir accélérer et cristalliser ce processus historique – leur état actuel de faiblesse et de dispersion ne change rien à l'affaire. Ils sont les seuls à pouvoir présenter l'alternative historique "guerre ou révolution" et ainsi dénoncer le capitalisme et sa perspective de la guerre impérialiste. Parce qu'ils portent et mettent en avant la perspective de l'insurrection ouvrière contre l'État bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat, ils sont les seuls à pouvoir mettre en avant les moyens adaptés à chaque moment pour dégager et parcourir la voie vers le communisme.

Ils sont aussi les plus en capacité pour pouvoir défendre et lutter pour l'affirmation du caractère de classe et potentiellement révolutionnaire des luttes actuelles au moyen de la propagande et de la participation active et de l'agitation dans les combats ouvriers. Leurs mots d'ordre, slogans et orientations de combat – parce qu'armés de la théorie marxiste sur la crise économique capitaliste, sur l'État bourgeois et sur la perspective du communisme – doivent devenir des moments de l'armement théorique et politique du prolétariat comme un tout dans son affrontement et son assaut politiques contre l'État capitaliste et les forces politiques qui le défendent.

« Il ne s'agit pas seulement d'édifier les masses, et moins encore d'exhiber un Parti intrinsèquement pur et parfait, mais bel et bien d'obtenir le meilleur rendement dans le processus réel. Comme on le verra mieux plus loin, il s'agit, par un travail systématique de propagande et de prosélytisme et surtout par une participation active aux luttes sociales, d'obtenir qu'un nombre toujours croissant de travailleurs passe du terrain des luttes partielles pour des intérêts immédiats au terrain de la lutte organique et unitaire pour la révolution communiste. Or c'est uniquement lorsqu'une semblable continuité de programme et de direction existe dans le Parti qu'il lui est possible non seulement de vaincre la méfiance et les réticences du prolétariat à son égard, mais de canaliser et d'encadrer rapidement et efficacement les nouvelles énergies conquises dans la pensée et l'action communes, pour atteindre à cette unité de mouvement qui est une condition indispensable de la révolution » (Thèses sur la tactique du Parti communiste d'Italie – dites « Thèses de Rome » –, 1922).

Juillet 2013.

Le regroupement des révolutionnaires

Correspondance

Avec l'annonce de la constitution de notre groupe, nous avons reçu un certain nombre de réactions. Elles étaient toutes positives et la plupart nous encourageaient dans notre démarche politique, en particulier sur le fait de dissoudre "nos anciens groupes", de nous regrouper en un seul, et de vouloir œuvrer au regroupement des forces communistes. Parmi celles-ci, certaines ont exprimé quelques questionnements ou interrogations sur notre démarche, voire des doutes sur notre capacité à la mettre en œuvre, et sur la constitution d'un nouveau groupe alors même que nous affirmons vouloir lutter pour le regroupement autour de la TCI. Pourquoi ne pas adhérer directement à celle-ci alors ? L'une des interrogations nous est adressée par un camarade du Canada à propos de la relation que notre groupe, présent dans ce pays, pourrait développer vis-à-vis du groupe canadien de la TCI, le GIO. En effet, il est de notoriété publique dans le pays que ce dernier a jusqu'alors développé une politique "d'ignorance", et même d'hostilité, vis-à-vis des Communistes Internationalistes – Klasbatalo, dont les militants sont aujourd'hui membres du GIGC et constituent la "section" canadienne de notre groupe.

Nous publions donc ici notre réponse au courrier du camarade F. Nous estimons que notre réponse présente de manière très concrète – loin des seules "bonnes intentions" – la politique et l'attitude que nous entendons développer vis-à-vis du seul pôle de regroupement international qui existe aujourd'hui, à savoir la Tendence Communiste Internationaliste.

Bonjour,

Merci, mais j'avais déjà pris connaissance de votre communiqué hier. Une question en particulier m'intriguait. Le passage suivant indique un rapprochement avec la TCI, ex-BIPR: "notre groupe orientera son intervention afin de favoriser au mieux le processus de regroupement autour de la Tendence Communiste Internationale – de ses positions et de son organisation comme seul pôle international en capacité d'incarner la tradition de la Gauche communiste". Je vous croyais pourtant à couteaux tirés avec le GIO ici à Montréal...

Au plaisir, F.

Notre réponse

Le GIGC au camarade F,

Cher camarade,

Nous voulions juste répondre au questionnement politique de ton mail du 13 novembre sur notre communiqué : "*Le passage suivant indique un rapprochement avec la TCI, ex-BIPR : "notre groupe orientera son intervention afin de favoriser au mieux le processus de regroupement autour de la Tendence Communiste Internationale – de ses positions et de son organisation comme seul pôle international en capacité d'incarner la tradition de la Gauche communiste". Je vous croyais pourtant à couteaux tirés avec le GIO ici à Montréal..."*

En premier lieu, la position que notre nouveau groupe a adoptée sur le "camp prolétarien" en général – c'est-à-dire les forces communistes – et sur la TCI, comme **organisation internationale** se revendiquant du courant historique de la Gauche communiste, fait suite aux débats, contradictoires, que les CI-K et la FIGC ont mené depuis 2010 sur la question. A la veille de notre conférence de constitution, plus exactement depuis mai 2012, les deux groupes sont arrivés à définir une position et une intervention commune sur cette question. Nous ne pouvons revenir en détail sur les arguments donnés dans le cadre de ce courrier mais tu peux t'y référer facilement en relisant, par exemple, le texte des CI-K, [Retour sur une "contribution à un état des lieux de la Gauche communiste"](#)⁴.

Par contre, il convient de relever que nous essayons d'aborder cette question d'un point de vue historique et international – et non immédiat et local, c'est-à-dire non contingent et... "montréalais". Ces deux dimensions,

4 (<http://klasbatalo.blogspot.fr/2012/05/retour-critique-sur-contribution-un.html>).

historique et internationale, sont essentielles pour pouvoir évaluer la place et le rôle – potentiel – que tel ou tel courant historique, voire tel ou tel groupe lié à un de ces courants, peut et doit jouer dans le processus de regroupement international des forces révolutionnaires. A l'issue du débat précité, voilà les conclusions auxquelles les CI-K étaient parvenus et que notre groupe reprend à son compte aujourd'hui :

"Enfin, la manière dont nous comprenons aujourd'hui la position de la FGCI n'est plus (...) mais bien de lutter pour que la TCI, seule organisation de la Gauche actuelle qui a le potentiel politique de jouer un rôle de pôle de regroupement, devienne ce pôle de regroupement dont les petits groupes communistes comme le nôtre ont évidemment besoin." (nous soulignons).

Parler de processus de regroupement autour du pôle historique et international représenté par la TCI ne veut donc pas dire qu'il faut réduire ce processus à une adhésion pure et simple à la TCI. Si c'est le cas, tant mieux ! Mais ce n'est pas toujours possible, ni même souhaitable en soi, en particulier lorsque subsistent un certain nombre de divergences politiques non clarifiées, c'est-à-dire pour le moins non "identifiées". Un processus de regroupement, du point de vue communiste, présente diverses dimensions dont l'adhésion et le regroupement organisationnel ne sont qu'une expression parmi d'autres ; et bien souvent elles ne sont que la finalité, la dernière étape, le résultat, des autres dimensions. Parmi celles-ci, existe celle, fondamentale, spécialement aujourd'hui, de mener **au niveau international** des débats autour des positions de ce pôle et de chercher à le renforcer en l'appuyant autant que faire se peut, tant dans son renforcement politique et organisationnel que dans son intervention internationale dans la classe ouvrière et au sein du milieu, ou du camp, révolutionnaire.

Ce sont ces critères fondamentaux qui déterminent notre position et notre intervention comme groupe **international** tant au niveau général, international, qu'aux différents niveaux locaux et plus immédiats. Ce sont ces critères qui déterminent déjà et vont continuer à déterminer notre attitude fraternelle et si possible de collaboration vis-à-vis du groupe canadien de la TCI, le GIO⁵.

Ainsi, nous ne sommes pas "à couteaux tirés avec le GIO à Montréal" comme tu l'affirmes. Par contre, il est vrai que le GIO, à ce jour, ne reconnaissait pas vraiment les CI-K comme un groupe de la Gauche communiste. A ce titre, **c'était son problème et non le nôtre** ; il lui aurait appartenu, tôt ou tard de clarifier sa position vis-à-vis des CI-K tout en restant fidèle aux traditions et aux positions politiques de la Gauche communiste et de la TCI comme un tout. Par contre, la TCI comme un tout avait su développer des relations fraternelles avec les CI-K depuis maintenant quelques temps.

Aujourd'hui, il appartient au GIO de se positionner vis-à-vis de notre nouveau groupe. Considère-t-il que le GIGC est un groupe de la Gauche communiste avec lequel il doit entretenir des relations fraternelles parce que nous sommes, historiquement, dans le même camp de classe et que, en particulier, nous défendons globalement les mêmes positions programmatiques et de plate-forme ? C'est ainsi que se positionne la TCI au vu des premières réactions de ses membres. Ou bien considérer qu'il est le seul groupe de la Gauche communiste intervenant à Montréal en ignorant, ou bien encore en rejetant, la réalité, à savoir l'existence et l'intervention politiques de notre groupe. Mais alors, il se retrouvera dans une contradiction politique qui, à terme, le mènera dans une impasse politique ne pouvant que l'affaiblir, voire mettre son existence politique en question.

Ce n'est pas ce que nous souhaitons, loin de là.

Nous espérons que ces quelques commentaires auront éclairé ta réflexion et répondu à ton questionnement. N'hésite pas à nous envoyer tes commentaires et critiques éventuelles.

Fraternellement,
Le Groupe International de la Gauche Communiste, le 15 novembre 2013.

5 Cela n'empêche que nous puissions avoir des divergences et même des critiques politiques vis-à-vis des positions de la TCI comme un tout, comme organisation internationale. Et, évidemment, cela n'empêche pas que nous avons des divergences et des critiques politiques encore plus importantes vis-à-vis de certaines positions particulières que le GIO peut, parfois, développer et qui ne sont pas toujours, à nos yeux, en cohérence avec les positions de la Gauche communiste et de la TCI. Mais il ne nous appartient pas de trancher les divergences et les débats internes à la TCI.

Lutte contre l'opportunisme

Le 20^e congrès du Courant Communiste International

En prenant position sur le dernier congrès du CCI, notre organisation perpétue une tradition fondamentale de la Gauche Communiste. Cette tradition est celle de l'importance de la discussion internationale entre les différents groupes prolétariens. Ces discussions ont deux facettes. Premièrement, elles tendent à prouver historiquement et matériellement qu'un tel camp prolétarien existe, ce qui n'est malheureusement même pas défendu par certaines de ses composantes. Deuxièmement, ces discussions sont une, sinon la fondamentale, des multiples facettes de la lutte pour le regroupement des communistes de gauche, c'est-à-dire de la lutte pour la constitution du parti communiste mondial. Ces débats permettent la décantation des groupes communistes. D'un côté, il nous faut encourager, s'associer et développer l'expression claire des positions traditionnelles de la Gauche Communiste tandis que de l'autre côté il nous faut critiquer, repousser et démasquer l'opportunisme peu importe la forme qu'il prendra.

Il est d'autant plus nécessaire aujourd'hui de perpétuer cette tradition alors que la principale organisation qui l'a défendu durant des décennies, le CCI, tourne le dos drastiquement à ce principe.⁶ Autant Klasbatalo que la FGCI ont critiqué les positions opportunistes et révisionnistes du CCI, principalement les thèses sur la décomposition, l'importance mise sur la confiance et la morale dans les questions organisationnelles, le rapprochement avec l'anarchisme. Ces critiques, le Groupe international de la Gauche Communiste les reprend à son compte entièrement.

Justement, les textes du 20^e congrès démontre clairement que non seulement le CCI actuel continue sans complexe sa politique opportuniste de liquidation de ses principes originels, mais un pas de plus est fait vers la déliquescence de l'organisation. En effet, nous apprenions dernièrement que le rythme des publications que le CCI a gardé pendant des décennies est abandonné, mais nous apprenions aussi qu'il n'y aura pas de réunion publique du CCI, à tout le moins en France, pour une période indéterminée en plus du fait qu'il en a pas eu depuis un an⁷. De plus, la présentation du congrès du CCI nous montre une organisation qui a perdu ses repères et qui n'est même pas en mesure de mettre en avant des orientations politiques. Tous ses éléments sont intimement reliés et sont aussi en relation avec la question du parti, autre aspect dont le congrès du CCI exprime la trahison, encore, des principes originels.

La presse, les réunions publiques, l'intervention

Le principe de base de l'intervention, que ce soit par la presse ou à travers des réunions publiques, est de se positionner sur

un travail à long terme qui ne vise pas des résultats immédiats et éphémères, mais un résultat historique : la révolution prolétarienne. De ce fait, on doit viser une intervention stable, constante, sérieuse, disciplinée, bref une intervention de parti. Le CCI base son absence d'organisation de réunions publiques sur le fait qu'il veut mettre de l'avant la consolidation à long terme de son organisation. Vœux louable. *« L'ensemble du CCI a pris la décision de mener une réflexion bilan sur sa fonction et sur le sens de son activité à partir d'une analyse approfondie sur la situation historique depuis l'effondrement du bloc de l'Est et sur les difficultés internes que nous avons rencontrées. Nous avons pris conscience assez récemment que nous avons eu tendance à gaspiller nos faibles forces en nous dispersant dans une trop grande activité d'intervention à l'extérieur, et ceci au détriment de la construction de notre organisation sur le long terme. »*⁸

Le problème se situe dans le fait que le CCI abandonne son intervention au profit d'une réflexion qui ne se base sur aucun principe politique et aucune orientation politique. Ce n'est qu'une série de questionnements qui ne mène nulle part. *« Est-ce que l'aggravation de la crise en 2007 fut un saut qualitatif ouvrant un nouveau chapitre dans l'histoire, menant l'économie à l'effondrement immédiat et rapide ? Quelle était la signification des événements de 2007 ? Plus largement à quel type de développement de la crise devons-nous nous attendre : un effondrement soudain ou un lent déclin politiquement "maîtrisé" ? Quel pays plongera en premier et lequel en dernier ? Est-ce que la classe dominante a des choix, une marge de manœuvre, et quel type d'erreurs essaient-ils d'éviter ? Ou plus largement : en analysant la crise économique et ses perspectives, est-ce que la classe dominante peut ignorer les réactions attendues de la classe ouvrière ? Quel critère prend en considération la classe dominante quand elle adopte des programmes d'austérité dans différents pays ? Sommes-nous dans une situation où la classe dominante peut attaquer la classe ouvrière partout de la même manière qu'en Grèce ? Pouvons-nous nous attendre à une répétition d'attaques de la même ampleur (réduction des salaires jusqu'à 40%, etc.) dans les vieux cœurs industriels ? Quelle différence entre la crise de 1929 et celle d'aujourd'hui ? Jusqu'à quel niveau la paupérisation a-t-elle avancé dans les grands pays industriels ? »*⁹ A ces questions

6 Voir le texte de la FGCI *Résolution honteuse du CCI contre la Gauche communiste : Dans le secret, le CCI actuel se trahit et trahit la classe ouvrière* http://fractioncommuniste.org/fra/bci06/bci06_3.php

7 <http://fr.internationalism.org/icconline/201311/8780/communiqua-aux-contacts-du-cci-reunions-publiques>

8 <http://fr.internationalism.org/icconline/201311/8780/communiqua-aux-contacts-du-cci-reunions-publiques>

9 <http://en.internationalism.org/internationalreview/201311/9278/presentation-20th-international-congress> (traduit par nos soins). Toutes les citations de cette présentation du congrès dans cet article sont traduites par nous de l'anglais. Il est significatif de l'état réel du CCI, de ses "priorités" réelles et de ses capacités actuelles, ainsi que de la conviction politique et de l'engagement de ses militants, particulièrement en France, de constater que le texte de présentation de ce congrès – moment central et privilégié de la vie de l'organisation – n'a toujours pas été traduit en français à la mi-décembre – ni dans d'autres langues à l'exception, depuis peu, de l'allemand. Ce fait en lui-même vient illustrer,

masquant mal le désarroi et le déboussolement politiques, vient s'ajouter, presque mécaniquement, l'ouverture – au nom de la "culture du débat" ? – à la remise en cause de la méthode marxiste : « *Quelle méthode devrions-nous utiliser pour analyser la lutte de classe dans la période historique actuelle?* »¹⁰

L'opportunisme sans principe a deux revers : l'activisme et l'académisme. Le 20^e congrès tente de combattre l'activisme dans une fuite en avant dans l'académisme, c'est-à-dire « approfondir la théorie », réfléchir pour réfléchir sans réels enjeux politiques derrière la réflexion. C'est bien là le résumé du 20^e congrès : beaucoup de questions laissées sans réponses, et surtout aucune orientations politiques ne sont mises de l'avant. Le CCI, après avoir bafoué un à un ses principes et son programme, n'est même plus en mesure de mettre de l'avant des orientations politiques pour la classe ouvrière. Les camarades du CCI seront donc appelés à réfléchir sur tout et rien, comme un cénacle d'intellectuels, cette démarche étant présentée comme un moyen d'assurer la « *construction de notre organisation sur le long terme.* »¹¹ Au contraire, cette démarche encouragera la dispersion, la confusion et la démoralisation politiques des camarades du CCI, un processus d'ailleurs déjà gravement enclenché.

Les questions organisationnelles

La présentation des travaux du congrès du CCI nous apprend ensuite que l'organisation connaît des difficultés, en particulier sur les questions organisationnelles : « *En particulier, nous avons pu constater (comme nous l'avons affirmé dans notre article de bilan du 20^{ème} congrès de RI) une tendance en notre sein à la perte des acquis du CCI et de l'histoire du mouvement ouvrier parmi les camarades de la vieille génération, notamment sur les questions d'organisation.* »¹² Il serait facile pour nous d'ajouter que les difficultés du CCI, notamment sur les questions organisationnelles, ne datent pas d'hier, mais plutôt du début des années 2000, période qui mena à l'exclusion de la Fraction interne du CCI. La nouveauté ici réside dans le fait que la présentation fait mention de la perte des acquis chez les camarades de la « vieille génération ». Nous estimons au contraire qu'il est fort probable que la vieille génération de militants du CCI garde certains réflexes marxistes et de la tradition de la Gauche Communiste. Ce sont ces réflexes sains que la faction liquidationniste du CCI montre du doigt afin de les soumettre aux nouvelles théories aussi loufoques qu'opportunistes. Le pire, c'est que le CCI semble s'appuyer sur des militants plus jeunes, donc moins expérimentés et/ou intégrés sur des bases opportunistes, pour faire la chasse à la « vieille garde ».

Il s'ensuit un long et tortueux développement théorique sur la cause de la pénétration de l'idéologie bourgeoise dans l'organisation prolétarienne. Évidemment, la cause de tous les maux est la « décomposition », concept qui sert à expliquer

tout et rien. Pour le CCI opportuniste, il suffit d'avoir de bons principes moraux, éthiques et de bonnes valeurs pour empêcher la pénétration de l'idéologie bourgeoise : « *L'histoire du mouvement ouvrier nous a enseigné, à travers la gangrène opportuniste qu'ont amené la 2^{ème} et la 3^{ème} Internationales, que la menace principale pour les organisations révolutionnaires est précisément leur incapacité à combattre la pénétration des "valeurs" et des habitudes de pensée de la société bourgeoise.* » ou encore : « *Une organisation révolutionnaire doit établir un mode de fonctionnement où tout type d'individus et de personnalités différents peut être intégré dans un seul corps. (...) Et en même temps cela signifie qu'une organisation doit avoir un ensemble de règles et de principes qui sont basés sur des principes éthiques* »¹³. Au contraire du CCI liquidationniste, nous nous revendiquons d'une tradition, la tradition de la Gauche Communiste, dont la conception du militantisme se base non pas sur des concepts abstraits et confus d'un point de vue de classe comme la morale et les valeurs, mais bien sur un programme politique clair synthétisant l'expérience de centaines d'années du mouvement ouvrier. Malheureusement, ce n'est pas la supposée décomposition du capitalisme qui rend le CCI plus perméable à l'idéologie bourgeoise, mais le concept même de décomposition qui est plutôt l'exemple le plus frappant de pénétration de l'idéologie bourgeoise dans le CCI.

La conception du parti de classe

Le CCI en vient aussi à abandonner explicitement la conception du parti qu'il a défendue des années durant : « *Comme le CCI l'a souvent souligné, la fonction de l'organisation révolutionnaire aujourd'hui n'est pas "d'organiser la classe" ou ses luttes (comme cela pouvait être le cas durant les premières étapes du mouvement ouvrier au 19^{ème} siècle). Son rôle essentiel, déjà mis en avant dans le Manifeste Communiste en 1848, vient du fait que les communistes "ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien". Dans ce sens, la fonction permanente et essentielle de l'organisation est l'élaboration des positions politiques et, afin de le faire, elle ne peut se permettre d'être totalement absorbée par ses tâches d'intervention dans la classe. Elle doit être capable de prendre du recul et d'arriver à une vision générale. Elle doit en permanence se soucier de l'approfondissement des questions posées à la classe comme un tout et de les situer dans une perspective historique. Cela signifie qu'elle ne peut se limiter à une analyse de la situation mondiale. Elle a besoin d'explorer des questions plus larges, véritablement théoriques, en rejetant la superficialité et les distorsions de la société capitaliste et de l'idéologie. C'est une lutte permanente, une lutte avec une vision à long terme qui embrasse toute une série d'aspects qui vont bien au-delà des questions posées à la classe à tel ou tel moment dans la lutte.* »¹⁴ La conception qui est défendue ici est plutôt conseilliste en ce que l'on donne un rôle de second plan au

ô combien, le constat lamentable que nous dressons ici de cette organisation et de sa dérive.

10 <http://en.internationalism.org/internationalreview/201311/9278/presentation-20th-international-congress>

11 <http://fr.internationalism.org/icconline/201311/8780/communiqué-aux-contacts-du-cci-reunions-publiques>

12 <http://fr.internationalism.org/icconline/201311/8780/communiqué-aux-contacts-du-cci-reunions-publiques>

13 <http://en.internationalism.org/internationalreview/201311/9278/presentation-20th-international-congress>

14 <http://en.internationalism.org/internationalreview/201311/9278/presentation-20th-international-congress>

parti, celui de conseiller les masses. Le parti ne doit pas trop intervenir afin de se permettre un espèce de recul face aux luttes. Il peut ensuite « prodiguer de bons conseils ».

Il va sans dire que cette conception va à l'encontre d'une des propres positions de base du CCI, position que nous défendons toujours : « *L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'organiser la classe ouvrière, ni de prendre le pouvoir en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.* »¹⁵ Le CCI laisse tomber deux aspects fondamentaux du parti : premièrement, l'aspect partie-prenante et facteur actif des luttes et deuxièmement l'importance de tracer une orientation politique. En effet, si la présentation du congrès nous apprend bien quelque chose, c'est que le CCI n'a aucune orientation politique à proposer au prolétariat.

Situation internationale et perspectives politiques

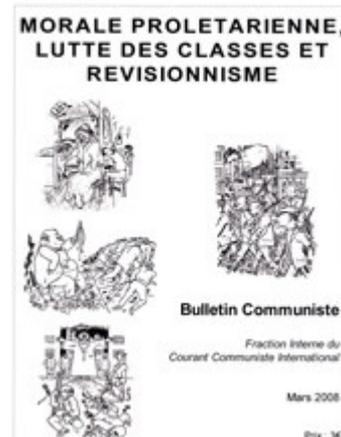
Le rapport sur les tensions impérialistes pour le 20^e congrès du CCI est édifiant sur l'état de décomposition théorique, excusez le mauvais jeu de mot, du CCI. L'histoire n'est plus appréhendée selon la lutte de classe et les rivalités impérialistes entre les différentes bourgeoisies nationales. Selon le CCI, comme aucune des classes est capable d'imposer sa solution à la crise, la société stagne. C'est là la fameuse décomposition du capitalisme. L'histoire devient donc l'extension du chaos, du chacun pour soi, de l'irrationalité, etc., tous des concepts aussi peu marxistes les uns que les autres. À l'alternative classique toujours défendue par la Gauche Communiste, Guerre ou Révolution, on ajoute une zone grise entre les deux : la société se décompose sur ses pieds.

Cette théorie est d'autant plus dangereuse qu'opportuniste. Dangereuse en ce qu'elle désarme les militants. Elle empêche l'élaboration d'orientations politiques (par exemple cours vers la guerre ou plutôt cours vers la révolution ?). Aucune orientation politique crédible ne peut sortir de cette théorie. Les derniers congrès du CCI en sont l'expression la plus pure. Comme le CCI ne sait plus où il s'en va, il a tout le loisir de mettre sur pied des réflexions interminables sur des sujets qui ne comportent aucun enjeu politique réel. Il peut aussi se permettre d'inviter à son congrès d'éminents professeurs d'université afin que ceux-ci endorment les militants du CCI sur des sujets dont la classe ouvrière se moque complètement. Sur le plan de la lutte de classe, le CCI invite le prolétariat à prendre exemple sur les mouvements des Indignés et sur Occupy.¹⁶ « *Les expressions les plus avancées de cette tendance ont été les mouvements des Indignés et d'Occupy – particulièrement en Espagne – car ils ont été ceux qui ont le plus clairement montré les tensions, les contradictions et le potentiel de la lutte de classe aujourd'hui. Malgré la présence*

*de couches provenant de la petite-bourgeoisie appauvrie, l'empreinte prolétarienne de ces mouvements s'est manifestée dans la recherche de la solidarité, dans les assemblées, dans les tentatives pour développer la culture du débat, dans la capacité d'éviter les pièges de la répression, dans les germes d'internationalisme, et dans la sensibilité aiguisée pour les éléments subjectifs et culturels. Et c'est au travers cette dimension de préparation du terrain subjectif que ces mouvements montrent toute leur importance pour le futur »*¹⁷. Le CCI tombe ici dans l'assembléisme et le démocratisme, c'est-à-dire l'illusion qu'il suffit de rassembler la classe ouvrière dans une assemblée pour que celle-ci se radicalise et se politise d'un point de vue de classe. Cet illusion vient directement de la conception du CCI sur la « culture du débat » où le débat en vient à avoir des vertus révolutionnaires en soi. Bien sur, des initiatives de création d'assemblées ouvrières sont à encourager fortement, mais il ne faut pas oublier qu'elles doivent être prises en charge par les ouvriers eux-mêmes. Au contraire, les Indignés et Occupy ont été dès leur naissance des mouvements où le terrain politique a été complètement occupé par la gauche bourgeoise dans sa version altermondialiste et nationaliste économique. Finalement, nous appelons les militants du CCI à tenter de redresser leur organisation qui est toujours plus gangrenée par l'opportuniste. Le CCI est en fait en déliquescence. Il faut lutter contre la démoralisation. Nous sommes actuellement dans une période de montée de la lutte de classe. Le prolétariat a besoin de ses organisations politiques plus que jamais afin de s'orienter vers la révolution prolétarienne. Un affaiblissement du CCI reste toujours un affaiblissement du camp prolétarien dans son ensemble. Et un affaiblissement du camp prolétarien implique nécessairement un affaiblissement du prolétariat dans la lutte de classe.

Robin, janvier 2014

Contre les théories idéalistes et opportunistes du CCI, lisez la brochure de l'ex-Fraction interne du CCI !



Pour la commander écrire à notre e-mail : intleftcom@gmail.com

¹⁵ <http://fr.internationalism.org/positions>

¹⁶ Pour un bon point de vue sur les Indignés voir le texte de la Tendance communiste internationaliste *La vraie colère de classe manque encore au mouvement des "indignés"* <http://www.leftcom.org/fr/articles/2011-05-29/la-vraie-col%C3%A8re-de-classe-manque-encore-au-mouvement-des-indign%C3%A9s>

¹⁷ <http://en.internationalism.org/internationalreview/201310/9219/20th-icc-congress-resolution-international-situation>

Texte du mouvement ouvrier

Sur la nature et la fonction politique du parti politique du prolétariat (*Internationalisme #38, Gauche Communiste de France, 1948*)¹⁸

Le texte que nous reproduisons ici date de juin 1948. Il fut publié dans la revue Internationalisme #38 de la Gauche Communiste de France. Nous soumettons ce texte Sur la nature et la fonction du parti politique du prolétariat à la réflexion des générations actuelles de révolutionnaires. Pour notre part, nous sommes en accord avec l'essentiel de ce qui est développé ici sur la dimension politique de la lutte du prolétariat comme caractéristique principale de cette lutte, sur le rôle central et indispensable de la "conscience de classe" dans le développement de cette dimension politique, et sur le fait que cette "conscience de classe" s'exprime en tout premier lieu et de la manière la plus évoluée, la plus développée, la plus claire, dans les minorités politiques communistes que le prolétariat fait surgir dans sa lutte historique, et tout spécialement dans le parti communiste. Ainsi, nous nous revendiquons de ce texte et le faisons nôtre. Plus important encore, nous estimons qu'il appartient aux groupes et minorités communistes de défendre les leçons politiques qui y sont présentées en mettant en avant dans le combat de classe les dimensions (politique, conscience de classe, parti) et l'unité qui les unit face aux attaques incessantes, particulièrement aujourd'hui, de l'idéologie bourgeoise sous différentes formes et variantes.

Selon nous, le positionnement politique de ce texte se situe dans la continuité et la lignée du combat historique des "gauches" contre les visions anarchistes (combattues par Marx et Engels), "économistes" (combattues par Lénine) et conseillistes, hier combattues en particulier par la Gauche dite "italienne", aujourd'hui par les forces se situant du côté "partidiste" dans la lutte idéologique et politique sur la conscience de classe. Ce n'est pas un hasard si, dans ce texte, Internationalisme, dont le CCI s'est toujours revendiqué, se positionne du côté de Lénine – et de la vision de fond de Que faire ? – "contre" Rosa Luxemburg sur la compréhension du développement de la conscience de classe. Dans ce sens, il s'inscrit dans la continuité des apports et des leçons fondamentales que le courant de la Gauche dite "italienne" avait développées auparavant ; en particulier dans les Thèses de Rome (1922) adoptées par le Parti communiste d'Italie et par les Thèses de Lyon¹⁹.

Les quelques réserves ou désaccords que nous avons aujourd'hui avec ce texte sont, selon nous, d'ordre secondaire et plus liés aux conditions particulières de l'après-guerre : les espoirs de reprise internationale de la lutte ouvrière déçus ; l'isolement et la dispersion des groupes communistes ; la confirmation de la poursuite de la période la plus noire de contre-révolution.

Il est un désaccord qui reste néanmoins à relever car il continue à représenter un enjeu politique sur le plan du combat pour le regroupement des forces communistes aujourd'hui ; en particulier au sein de la Gauche communiste. Dans le point 13, Internationalisme critique la constitution du Partito Comunista Internazionalista en Italie en 1943-1945. Sans rentrer dans les détails, ni dans les arguments, nous considérons que ce point de vue que le CCI a largement participé à diffuser (tout en passant sous silence le fait que les militants qui allaient constituer la GCF s'étaient prononcés en faveur de la constitution du parti au moment de sa constitution) est erroné et fait fi de la réalité concrète à laquelle se trouvaient confrontés les militants de la Gauche en Italie. Il est d'ailleurs regrettable que la GCF, et à sa suite le CCI, ne soit jamais revenue sur le positionnement initial en faveur de l'adhésion au parti nouvellement constitué. Toujours est-il que cette "divergence", comprise et défendue de manière sectaire comme un dogme touchant à une supposée "légitimité historique" au détriment de l'autre courant, en particulier par le CCI, reste un obstacle important au développement d'une relation fraternelle et de débat entre les deux courants historiques aujourd'hui représentés par la TCI – Battaglia Comunista en Italie – et le CCI "historique".

70 ans plus tard, une telle "divergence" ne peut en aucun cas justifier une politique contre le regroupement des forces de la Gauche communiste.

I – L'idée de la nécessité d'organisme politique agissant du prolétariat, pour la révolution sociale, semblait être acquise dans le mouvement ouvrier socialiste.

Il est vrai que les anarchistes ont toujours protesté contre le terme "politique" donné à cet organisme. Mais la protestation anarchiste provenait du fait qu'ils entendaient le terme de l'action politique dans un sens très étroit, synonyme pour eux d'une action pour des réformes législatives : participation aux élections et aux parlements bourgeois, etc. Mais, ni les anarchistes ni aucun autre courant dans le mouvement ouvrier ne nient la nécessité du regroupement des révolutionnaires socialistes dans des associations qui, par l'action et la propagande, se donne pour tâche d'intervenir et d'orienter la

lutte des ouvriers. Or, tout groupement - qui se donne pour tâche d'orienter, dans une certaine direction, les luttes sociales - est un groupement politique.

Dans ce sens, la lutte d'idée autour du caractère politique ou non-politique donné à ces organisations n'est qu'un débat de mots cachant au fond, sous des phrases générales, des divergences concrètes sur l'orientation, sur le but à atteindre et les moyens pour y parvenir. En d'autres termes, des divergences précisément politiques.

Si, aujourd'hui, surgissent à nouveau des tendances qui remettent en question la nécessité d'un organisme politique pour le prolétariat, c'est en conséquence de la dégénérescence (et de leur passage au service du capitalisme) des partis qui

¹⁸ Dans la mesure où la qualité technique du document d'origine est mauvaise au point que certains passages sont illisibles (mis ici entre parenthèses), nous avons respecté la rédaction, voire les fautes d'impression, d'autant que ce texte de 1948 est un document "historique". Il nous permet aussi d'entrevoir le manque de moyens financiers et matériels dont souffraient les militants communistes dans ces années d'après-guerre. Il s'agit donc pas d'une reproduction incomplète de notre part – même si nous pouvons aussi avoir commis des erreurs de tapage.

¹⁹ Présentées par la Gauche au congrès de Lyon du PC d'Italie en 1926.

furent autrefois des organisations du prolétariat : les partis socialistes et communistes. Les termes de la politique et de partis politiques subissent actuellement un discrédit même dans des milieux bourgeois. Cependant, ce qui a conduit à des faillites retentissantes n'est pas la politique en général, mais certaines politiques, la politique n'étant rien d'autre que l'orientation que se donnent les hommes dans l'organisation de leur vie sociale. Se détourner de cette action, c'est renoncer à vouloir orienter la vie sociale et, par conséquent, à vouloir la transformer, c'est subir et accepter la société présente.

2 - La notion de classe est une notion essentiellement historico-politique et non simplement une classification économique. Économiquement, tous les hommes font partie d'un même système de production dans une période historique donnée. La division, basée sur les positions distinctes que les hommes occupent dans un même système de production et de répartition et qui ne dépasse pas le cadre de ce système, ne peut devenir le postulat de la nécessité historique du dépassement. La division en catégories économiques n'est alors qu'un moment de la contradiction interne constante se développant avec le système mais restant circonscrite à l'intérieur des limites de celui-ci. L'opposition historique est en quelque sorte "extérieure" dans le sens qu'elle s'oppose à l'ensemble du système pris comme un tout ; et cette opposition se réalise dans la destruction du système social existant et son remplacement par un autre basé sur un nouveau mode de production. La classe est la personnification de cette opposition historique, en même temps qu'elle est la force socio-humaine le réalisant.

Le prolétariat n'existe, en tant que classe dans le plein sens du terme, que dans l'orientation qu'il donne à ses luttes, non en vue de l'aménagement de ses conditions de vie à l'intérieur du système capitaliste mais dans son opposition contre l'ordre social existant. Le passage de la catégorie à la classe, de la lutte économique à la lutte politique n'est pas un procès évolutif, un développement continu immanent, de façon que l'opposition historique de classe émerge automatiquement et naturellement après avoir été longtemps contenue dans la position économique des ouvriers. De l'une à l'autre, il y a un bond dialectique qui s'effectue. Il consiste dans la prise de conscience de la nécessité historique de la disparition du système capitaliste. Cette nécessité historique coïncide avec l'aspiration du prolétariat à la libération de sa condition d'exploité et la contient.

3 – Toutes les transformations sociales dans l'histoire avaient pour condition fondamentale déterminante le développement des forces productives devenues incompatibles avec la structure par trop étroite de l'ancienne société. C'est aussi dans l'impossibilité de dominer plus longtemps les forces productives qu'il a développées que le capitalisme accuse sa propre fin et la raison de son effondrement, et apporte ainsi la condition et la justification historique de son dépassement par le socialisme.

Mais, hormis cette condition, les différences dans le déroulement entre les révolutions antérieures (y compris la révolution bourgeoise) et la révolution socialiste restent décisives et nécessitent une étude approfondie de la part de la classe révolutionnaire.

Pour la révolution bourgeoise par exemple, les forces de

production incompatibles avec le féodalisme trouvent encore la condition de leur développement dans un système de propriété d'une classe possédante. De ce fait, le capitalisme développe économiquement ses bases lentement et longtemps à l'intérieur du monde féodal. La révolution politique suit le fait économique et le consacre. De ce fait également, la bourgeoisie n'a pas un besoin impérieux d'une conscience du mouvement économique et social. Son action est directement propulsée par la pression des lois du développement économique qui agissent sur elle comme des forces aveugles de la nature et déterminent sa volonté. La conscience demeure un facteur de second ordre. Elle retarde sur les faits. Elle est plus enregistrement qu'orientation. La révolution bourgeoise se situe dans cette préhistoire de l'humanité où les forces productives encore peu développées dominent les hommes.

Le socialisme, au contraire, est basé sur un développement des forces productives incompatibles avec toute propriété individuelle ou sociale d'une classe. De ce fait, le socialisme ne peut fonder des assises économiques au sein de la société capitaliste. La révolution politique est la première condition d'une orientation socialiste de l'économie et de la société. De ce fait également, le socialisme ne peut se réaliser qu'en tant que conscience des finalités du mouvement, conscience des moyens de leur réalisation et volonté consciente de l'action. La conscience socialiste précède et conditionne l'action révolutionnaire de la classe. La révolution socialiste est le début de l'histoire, où l'homme est appelé à dominer les forces productives qu'il a déjà fortement développées et cette domination est précisément l'objet que se pose la révolution socialiste.

4 – Pour cette raison, toutes les tentatives d'asseoir le socialisme sur des réalisations pratiquées au sein de la société capitaliste sont, par la nature même du socialisme, vouées à l'échec. Le socialisme exige dans le temps un développement avancé des forces productives, avec pour espace la terre entière et pour condition primordiale la volonté consciente des hommes. La démonstration expérimentale du socialisme au sein de la société capitaliste ne peut pas dépasser, dans le meilleur des cas, le niveau d'une utopie. Et la persistance dans cette voie mène de l'utopie à une position de conservation et de renforcement du capitalisme²⁰. Le socialisme en régime capitaliste ne peut être qu'une démonstration théorique, sa matérialisation ne peut prendre que la forme d'une force idéologique et sa réalisation que la lutte révolutionnaire du prolétariat contre l'ordre social.

Et, puisque l'existence du socialisme ne peut se manifester d'abord que dans la conscience socialiste, la classe qui le porte et le personnifie n'a d'existence historique que par cette conscience. La formation du prolétariat en tant que classe historique n'est que la formation de sa conscience socialiste. Ce sont là deux aspects d'un même processus historique, inconcevables séparément parce qu'inexistants l'un sans l'autre.

La conscience socialiste ne découle pas de la position économique des ouvriers ; elle n'est pas un simple reflet de leur condition de salariés. Pour cette raison, la conscience

20 C'est ce qu'est advenu de tous les courants du socialisme utopique qui, devenus des "écoles", ont perdu leur aspect révolutionnaire pour se transformer en forces conservatrices actives. Voir le Proudhonisme, le Fourierisme, le coopérativisme, le réformisme et le Socialisme d'État.

socialiste ne se forge pas simultanément et spontanément dans les cerveaux de tous les ouvriers et uniquement dans leurs cerveaux. Le socialisme en tant qu'idéologie apparaît séparément et parallèlement aux luttes économiques des ouvriers, tous les deux ne s'engendrent pas l'un l'autre quoique s'influençant réciproquement et se conditionnant dans leur développement ; tous les deux trouvent leurs racines dans le développement historique de la société capitaliste.

5 – Si les ouvriers ne deviennent "classe par elle-même et pour elle-même" (selon l'expression de Marx et Engels) que par la prise de conscience socialiste, on peut dire que le processus de constitution de la classe s'identifie au processus de formation des groupes de militants révolutionnaires socialistes. Le parti du prolétariat n'est pas une sélection, pas davantage une "délégation" de la classe mais c'est le mode d'existence et de vie de la classe elle-même. Pas plus qu'on ne peut saisir la matière en dehors du mouvement, on ne peut saisir la classe en dehors de sa tendance à se constituer en organismes politiques. "L'organisation du prolétariat en classe, donc en parti politique" (*Manifeste Communiste*) n'est pas une formule du hasard, mais exprime la pensée profonde de Marx-Engels. Un siècle d'expérience a magistralement confirmé la validité de cette façon de concevoir la notion de classe.

6 – La conscience socialiste ne se **produit** pas par génération spontanée mais se reproduit sans cesse ; et une fois apparue, elle devient dans son opposition au monde capitaliste existant, le principe actif déterminant et accélérant, dans et par l'action, son propre développement. Toutefois, ce développement est conditionné et limité par le développement de contradictions du capitalisme. Dans ce sens, la thèse de Lénine de "la conscience socialiste injectée aux ouvriers" par le parti, en opposition à la thèse de Rosa de "la spontanéité" de la prise de conscience engendrée au cours d'un mouvement partant de la lutte économique pour aboutir à la lutte socialiste révolutionnaire, est certainement plus exacte. La thèse de "la spontanéité" aux apparences démocratiques a, quant au fond, une tendance mécaniste d'un déterminisme économique rigoureux. Elle part d'une relation de cause à effet où la conscience socialiste ne serait que la résultante, l'effet d'un mouvement premier, à savoir la lutte économique des ouvriers qui l'engendrerait. Elle serait en outre d'une nature fondamentalement passive par rapport aux luttes économiques qui seront l'élément actif. La conception de Lénine restituée à la conscience socialiste et au parti qui la matérialise leur caractère de facteur et de principe essentiellement actifs. Elle ne la détache pas mais l'inclut dans la vie et dans le mouvement.

7 – La difficulté fondamentale de la révolution socialiste réside dans cette situation complexe et contradictoire : d'une part la révolution ne peut se réaliser qu'en tant qu'action consciente de la **grande majorité** de la classe ouvrière, d'autre part cette prise de conscience se heurte aux conditions qui sont faites aux ouvriers dans la société capitaliste, conditions qui empêchent et détruisent sans cesse la prise de conscience par les ouvriers de leur mission historique révolutionnaire. Cette difficulté ne peut absolument pas être surmontée uniquement par la propagande théorique

indépendamment de la conjoncture historique. Mais moins encore que dans la propagande pure, la difficulté ne saurait trouver la condition de sa solution par les luttes économiques des ouvriers. Laisées à leur propre développement interne, les luttes des ouvriers contre les conditions d'exploitation capitaliste peuvent mener tout au plus à des explosions de révolte, c'est-à-dire à des réactions négatives mais qui sont absolument insuffisantes pour leur action positive de transformation sociale, uniquement possible par la conscience des finalités du mouvement. Ce facteur ne peut être que cet élément politique de la classe qui tire sa substance théorique, non des contingences et du particularisme de la position économique des ouvriers mais du mouvement des possibilités et des nécessités historiques. Seule l'intervention de ce facteur permet à la classe de passer du plan de la réaction négative au plan de l'action positive, de la révolte à la révolution.

8 – Mais il serait absolument erroné de vouloir substituer ces organismes - manifestations de la conscience de la classe - à la classe elle-même et ne considérer la classe que comme une masse informe destinée à servir de matériaux à ces organismes politiques. Cela serait substituer une conception militariste à la conception révolutionnaire du rapport entre la conscience et l'être, entre le parti et la classe. La fonction historique du parti n'est pas d'être un état-major dirigeant l'action de la classe considérée comme une armée et, comme elle, ignorant le but final, les objectifs immédiats des opérations et le mouvement "d'ensemble" des manoeuvres. La révolution socialiste n'est en rien comparable à l'action militaire. Sa réalisation est conditionnée par la conscience qu'ont les ouvriers eux-mêmes dictant leurs décisions et actions propres.

Le parti n'agit donc pas à la place de la classe. Il ne réclame pas la "confiance" dans le sens bourgeois du mot, c'est-à-dire d'être une délégation à qui est confié le sort et la destinée de la société. Il a uniquement pour fonction historique d'agir en vue de permettre à la classe d'acquiescer elle-même la conscience de sa mission, de ses buts et des moyens qui sont les fondements de son action révolutionnaire.

9 – Avec la même vigueur que doit être combattue cette conception du parti/état-major, agissant pour le compte et à la place de la classe, doit être rejetée cette autre conception qui, partant du fait que "l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes" (*Adresse inaugurale*), prétend lier le rôle du militant et du parti révolutionnaire. Sous le prétexte très louable de ne pas imposer leur volonté aux ouvriers, ces militants s'esquivent de leur tâche, fuient leurs propres responsabilités et mettent les révolutionnaires à la queue du mouvement ouvrier.

Les premiers se mettent en dehors de la classe, en la niant et en se substituant à elle, les seconds se mettent non moins en dehors d'elle en niant la fonction propre à l'organisation de classe qu'est le parti, en se niant comme facteur révolutionnaire et en s'excluant par l'interdiction qu'ils jettent sur leur propre action.

10 – Une correcte conception des conditions de la révolution socialiste doit partir des éléments suivants et les englober :

A) Le socialisme n'est une nécessité que du fait que le développement atteint par les forces de production n'est plus

compatible avec une société divisée en classes.

B) Cette nécessité ne peut devenir réalité que par la volonté et l'action consciente de la classe opprimée, dont la libération sociale se confond avec la libération de l'humanité de son aliénation aux forces de production auxquelles elle a été assujettie jusqu'à ce jour.

C) Le socialisme, étant à la fois nécessité objective et volonté subjective, ne peut s'exprimer que dans l'action révolutionnaire consciente de sa finalité.

D) L'action révolutionnaire est inconcevable en dehors d'un programme révolutionnaire. De même, l'élaboration du programme est inséparable de l'action. Et c'est parce que le parti révolutionnaire est *"un corps de doctrine et une volonté d'action"* (Bordiga) qu'il est la concrétisation la plus achevée de la conscience socialiste et l'élément fondamental de sa réalisation.

11 – La tendance à la constitution du parti du prolétariat se fait dès la naissance de la société capitaliste. Mais, tant que les conditions historiques pour le socialisme ne sont pas suffisamment développées, l'idéologie du prolétariat comme la constitution du parti ne peuvent que rester au stade embryonnaire. Ce n'est qu'avec la "Ligue des Communistes" qu'apparaît, pour la première fois, un type achevé d'organisation politique du prolétariat.

Quand on examine de près le développement de constitution des partis de classe, il apparaît immédiatement le fait que l'organisation en parti ne suit pas une progression constante mais, au contraire, enregistre des périodes de grand développement alternant avec d'autres pendant lesquelles le parti disparaît. Ainsi, l'existence organique du parti ne semble pas dépendre uniquement de la volonté des individus qui le composent. Ce sont les situations objectives qui conditionnent son existence. Le parti, étant essentiellement un organisme d'action révolutionnaire de la classe, ne peut exister que dans des situations où l'action de la classe ouvrière se fait jour. En l'absence de conditions d'action de classe des ouvriers (stabilité économique et politique du capitalisme, ou à la suite des défaites profondes des luttes ouvrières), le parti ne peut subsister. Il se disloque organiquement ou bien il est obligé pour subsister, c'est-à-dire pour exercer une influence, de s'adapter aux conditions nouvelles qui nient l'action révolutionnaire, et alors le parti inévitablement se remplit d'un contenu nouveau. Il devient conformiste, c'est-à-dire qu'il cesse d'être le parti de la révolution.

Marx, mieux que tout autre, a compris le conditionnement de l'existence du parti. À deux reprises, il se fait l'artisan de la dissolution de la grande organisation : en 1851, au lendemain de la défaite de la révolution et du triomphe de la réaction en Europe, une seconde fois en 1873 après la défaite de la Commune de Paris, il se prononce franchement pour la dissolution, la première fois de la Ligue des Communistes et la seconde fois de la 1ère Internationale.

12 – L'expérience de la 2ème Internationale confirme l'impossibilité de maintenir au prolétariat son parti dans une période prolongée d'une situation non-révolutionnaire. La participation finale des partis de la 2ème Internationale à la guerre impérialiste en 1914 n'a fait que révéler la longue corruption de l'organisation. La perméabilité et la pénétrabilité, toujours possibles et valables de l'organisation

politique du prolétariat par l'idéologie de la classe capitaliste régnante, prennent, dans des périodes prolongées de stagnation et de reflux de la lutte de classe, une ampleur telle que l'idéologie de la bourgeoisie finit par se substituer à celle du prolétariat, qu'inévitablement le parti se vide de son contenu de classe (...) pour devenir l'instrument de classe de l'ennemi.

L'histoire des partis communistes de la 3ème Internationale a de nouveau démontré l'impossibilité de sauvegarder le parti dans une période de reflux révolutionnaire et de sa dégénérescence dans une telle période.

13 – Pour ces raisons, la constitution des partis d'une Internationale par les trotskistes depuis 1935 et la constitution récente d'un Parti Communiste Internationaliste en Italie, tout en étant des formations artificielles, ne peuvent être que des entreprises de confusion et d'opportunisme. Au lieu d'être des moments de la constitution du futur parti de classe, ces formations sont des obstacles et le discréditent par la caricature qu'elles présentent. Loin d'exprimer une maturation de la conscience et un dépassement de l'ancien programme, elles ne font que reproduire l'ancien programme qu'elles transforment en dogmes. Rien d'étonnant que ces formations reprennent les positions arriérées et dépassées de l'ancien parti en les aggravant encore, comme la tactique du parlementarisme, du syndicalisme, etc.

14 – Mais la rupture de l'existence organisationnelle du parti ne signifie pas une rupture dans le développement de l'idéologie de la classe. Les reflux révolutionnaires signifient en premier lieu l'immaturité du programme révolutionnaire. La défaite est le signal de la nécessité de réexamen critique des positions programmatiques antérieures et l'obligation de son dépassement sur la base de l'expérience vivante de la lutte.

Cette œuvre critique positive d'élaboration programmatique poursuit à travers des organismes émanant de l'ancien parti. Ils constituent l'élément actif dans la période de recul pour la constitution du futur parti dans une période d'un nouveau flux révolutionnaire. Ces organismes, ce sont les groupes ou fractions de gauche issus du parti après sa dissolution organisationnelle ou son altération idéologique. Telles furent la fraction de Marx dans la période allant de la dissolution de la Ligue à la constitution de la 1ère Internationale, les courants de gauche dans la 2ème Internationale (pendant la 1ère guerre mondiale) et qui ont donné naissance aux nouveaux partis et Internationale en 1919 ; telles sont les fractions de gauche et les groupes qui poursuivent leur travail révolutionnaire depuis la dégénérescence de la 3ème Internationale. Leur existence et leur développement sont la condition de l'enrichissement du programme de la révolution et de la reconstruction du parti de demain.

15 – L'ancien parti, une fois happé et passé au service de la classe ennemie, cesse définitivement d'être un milieu où s'élabore et chemine la pensée révolutionnaire et où peuvent se former des militants du prolétariat. Aussi, c'est ignorer le fondement de la notion du parti que d'escompter, sur des courants venant de la social-démocratie ou du stalinisme, pour servir de matériaux de construction du nouveau parti de classe. Les trotskistes - adhérant aux partis de la 2ème

Internationale où ils poursuivent l'hypocrite pratique du noyautage en direction de ces partis, afin de susciter, dans ces milieux anti-prolétariens, des courants "révolutionnaires" avec qui ils veulent constituer le nouveau parti du prolétariat - montrent par là qu'eux-mêmes ne sont qu'un courant mort, expression d'un (...) d'avenir.

Le nouveau parti de la révolution ne peut se constituer sur la base d'un programme dépassé par les événements ; de même, il ne peut se construire avec des éléments qui restent organiquement attachés à des organismes qui ont cessé à jamais d'être de la classe ouvrière.

16 – L'histoire du mouvement ouvrier n'a jamais connu de période plus sombre et un recul plus profond de la conscience révolutionnaire que la période présente. Si l'exploitation économique des ouvriers apparaît comme condition absolument insuffisante pour la prise de conscience de leur mission historique, il s'avère que cette prise conscience est infiniment plus difficile que ne le pensaient les militants révolutionnaires. Peut-être faut-il, pour que le prolétariat puisse se ressaisir, que l'humanité connaisse le cauchemar de la 3ème guerre mondiale et l'horreur d'un monde en chaos, et que le prolétariat trouve d'une façon (...) place dans le dilemme "mourir ou se sauver" (...) qu'il trouve la condition de son ressaisissement.

17 – Il ne nous appartient pas, dans le cadre de cette thèse, de rechercher quelles sont les conditions précises qui permettront la prise de conscience du prolétariat, ni quelles seront les données de groupement et d'organisation unitaire que se donnera le prolétariat pour son combat révolutionnaire. Ce que nous pouvons avancer à ce sujet et que l'expérience des 30 dernières années nous autorise à affirmer d'une façon catégorique, c'est que ni les revendications économiques, ni toute la gamme des revendications dites "démocratiques" (parlementarisme, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, etc.) ne peuvent servir de fondement à l'action historique du prolétariat. Pour ce qui concerne la forme d'organisation, il apparaît, avec encore plus d'évidence, que ce ne pourront pas être les syndicats, avec leur structure verticale, professionnelle, corporatiste. Toutes ces formes d'organisation devront être reléguées au musée de l'histoire et appartiennent au passé du mouvement ouvrier. Mais, dans la pratique, elles doivent être absolument abandonnées et dépassées. Les nouvelles organisations devront être unitaires, c'est-à-dire englober la grande majorité des ouvriers et dépasser les cloisonnements particularistes des intérêts professionnels. Leur fondement sera le plan social, leur structure, la localité, les conseils ouvriers tels qu'ils ont surgi en 1917 en Russie, en 1918 en Allemagne, apparaissant comme le type nouveau d'organisation unitaire de la classe. C'est dans ce type de conseils ouvriers et non dans un rajeunissement des syndicats que les ouvriers trouveront la forme la plus appropriée de leur organisation.

Mais, quelles que soient les formes nouvelles d'organisation unitaire de la classe, elles ne changent en rien le problème de la nécessité de l'organisme politique qu'est le parti, ni le rôle décisif qu'il a à jouer. Le parti restera le facteur conscient de l'action de classe. Il est la force motrice idéologique indispensable à l'action révolutionnaire du prolétariat. Dans l'action sociale, il joue un rôle analogue à l'énergie dans la

production. La reconstruction de cet organisme de classe est à la fois conditionnée par une tendance, se faisant jour dans la classe ouvrière, de rupture avec l'idéologie capitaliste et s'engageant pratiquement dans une lutte contre le régime existant, en même temps que cette reconstruction est une condition d'accélération et d'approfondissement de cette lutte et la condition déterminante de son triomphe.

18 – On ne saurait déduire du fait de l'inexistence, dans la période présente, des conditions requises pour la construction du parti, à l'inutilité ou à l'impossibilité de toute activité immédiate des militants révolutionnaires. Entre "l'activisme" creux des faiseurs de partis et l'isolement individuel, entre un aventurisme et un (...) impuissant, le militant ne saurait faire un choix mais les combattre comme étant également étrangers à l'esprit révolutionnaire et nuisibles à la cause. Rejetant également la conception volontariste de l'action militante qui se présente comme l'unique facteur déterminant le mouvement de la classe et la conception mécaniste du parti, simple reflet passif du mouvement, le militant doit considérer son action comme un des facteurs qui, dans l'interaction avec les autres facteurs, conditionne et détermine l'action de la classe. C'est en partant de cette conception que le militant trouve le fondement de la nécessité et de la valeur de son activité, en même temps que la limite de ses possibilités et de sa portée. Adapter son activité aux conditions de la conjoncture présente, c'est le seul moyen de la rendre efficiente et féconde.

19 – La volonté de construire, en toute hâte et à tout prix, le nouveau parti de classe, en dépit des conditions objectives défavorables et en les violentant, relève à la fois d'un volontarisme aventuriste et infantile et d'une fausse appréciation de la situation et de ses perspectives immédiates, et finalement d'une totale méconnaissance de la notion de parti et des rapports entre le parti et la classe. Aussi, toutes ces tentatives sont fatalement vouées à l'échec, ne réussissent, dans les meilleurs des cas, qu'à créer des groupements opportunistes se traînant dans les sillages des grands PARTIS de la 2ème et de la 3ème Internationales. La seule raison qui justifie alors leur existence n'est plus que le développement en leur sein d'un esprit de chapelle et de secte.

Ainsi, toutes ces organisations sont non seulement happées, dans leur positivité, par leur "activisme" immédiat dans l'engrenage de l'opportunisme mais encore produisent, dans leur négativité, un esprit borné propre à des sectes, un patriotisme de clocher, un attachement craintif et superstitieux à ses "chefs", à la reproduction caricaturale du (...) des grandes organisations, à la déification des règles d'organisation et à la soumission à une discipline "librement consentie", d'autant plus tyrannique et plus intolérable qu'elle est en proportion inverse au nombre.

Dans son double aboutissement, la construction artificielle et prématurée du parti conduit à la négation de la construction de l'organisme politique de la classe, à la destruction des cadres et à la perte, à une échéance plus ou moins brève mais certaine, du militant épuisé, dans le vide et complètement démoralisé.

20 – La disparition du parti, soit par son rétrécissement et sa dislocation organisationnelle comme ce fut le cas pour la 1ère

Internationale, soit par son passage au service du capitalisme comme ce fut le cas pour les partis de la 2^{ème} et de la 3^{ème} Internationales, exprime dans l'un et l'autre cas la fin d'une période dans la lutte révolutionnaire du prolétariat. La disparition du parti est alors inévitable et aucun volontarisme ou la présence d'un chef plus ou moins génial ne saurait l'en empêcher.

Marx et Engels ont vu à deux reprises l'organisation du prolétariat, à la vie de laquelle ils ont pris part d'une façon prépondérante, se briser et mourir. Lénine et Luxemburg ont assisté impuissants à la trahison des grands partis sociaux-démocrates. Trotsky et Bordiga n'ont rien pu pour transformer la dégénérescence des partis communistes et leur transformation en une monstrueuse machine du capitalisme que nous connaissons depuis.

Ces exemples nous enseignent, non pas l'inanité du parti comme le prétend une analyse superficielle et fataliste, mais seulement que cette nécessité qu'est le parti de la classe n'a pas une existence d'après une ligne uniformément continue et ascendante, que son existence même n'est pas toujours possible, que son développement et son existence sont en correspondance et étroitement liés à la lutte de classe du prolétariat qui lui donne naissance et qu'il exprime. C'est pourquoi la lutte des militants révolutionnaires, au sein du parti, au cours de la période de sa dégénérescence et avant sa mort en tant que parti ouvrier, a un sens révolutionnaire, mais non celui, vulgaire, que lui ont donné les diverses oppositions trotskistes. Pour ces derniers, il s'agissait des redressements ; et pour redresser, il fallait avant tout que l'organisation et son unité ne soient pas mises en péril. Il s'agissait pour eux de maintenir l'organisation dans sa splendeur passée alors que, précisément, les conditions objectives ne le permettaient pas et que la splendeur de l'organisation ne pouvait se maintenir qu'au prix d'une altération constante et croissante de sa nature révolutionnaire et de classe. Ils cherchaient, dans des mesures organisationnelles, les remèdes pour sauver l'organisation, sans comprendre que l'effondrement organisationnel est toujours l'expression et le reflet d'une période de reflux révolutionnaire et souvent la solution de loin préférable à sa survivance (...), et qu'en tout cas ce que les révolutionnaires avaient à sauver, c'était non l'organisation mais l'idéologie de classe, risquant de sombrer dans l'effondrement de l'organisation.

Ne comprenant pas les causes objectives de l'inévitable perte de l'ancien parti, on ne pouvait comprendre la tâche des militants dans cette période. De l'échec de la sauvegarde de l'ancien parti à la classe, on concluait à la nécessité de construire dans l'immédiat un nouveau parti. L'incompréhension ne faisait que se doubler d'un aventurisme, le tout basé sur une conception volontariste du parti.

Une étude correcte de la réalité fait comprendre que la mort de l'ancien parti implique précisément l'impossibilité immédiate de construire un nouveau parti ; elle signifie l'inexistence, dans la période présente, des conditions nécessaires pour l'existence de tout parti, aussi bien ancien que nouveau.

Dans une telle période, seuls peuvent subsister de petits groupes révolutionnaires assurant une solution de continuité, moins organisationnelle qu'idéologique, condensant en leur sein l'expérience passée du mouvement et de la lutte de la

classe, présentant le trait d'union entre le parti d'hier et celui de demain, entre le point culminant de la lutte et de la maturité de la conscience de classe dans la période de flux passé vers son dépassement dans la nouvelle période de flux dans l'avenir. Dans ces groupes, se poursuit la vie idéologique de la classe, l'auto-critique de ses luttes, le réexamen critique de ses idées antérieures, l'élaboration continue de son programme, la maturation de sa conscience et la formation de nouveaux cadres de militants pour la prochaine étape de son assaut révolutionnaire.

21 – La période présente que nous vivons est le produit d'une part de la défaite de la première grandiose vague révolutionnaire du prolétariat international qui a mis fin à la Première Guerre impérialiste et qui a atteint son point culminant dans la révolution d'octobre 1917 en Russie et dans le mouvement spartakiste de 1918-19, d'autre part par les transformations profondes opérées dans la structure économique-politique du capitalisme évoluant vers sa forme ultime et décadente : le capitalisme d'État. Au surplus, un rapport dialectique existe entre cette évolution du capitalisme et la défaite de la révolution.

Malgré leur combativité héroïque, malgré la crise permanente et insurmontable du système capitaliste et l'aggravation inouïe et croissante des conditions de vie des ouvriers, le prolétariat et son avant-garde ne purent tenir tête à la contre-offensive du capitalisme. Ils ne trouvèrent pas, face à eux, le capitalisme classique et furent surpris par ses transformations, posant des problèmes auxquels ils n'étaient pas préparés ni théoriquement ni politiquement. Le prolétariat et son avant-garde - qui, longtemps et couramment, avaient confondu capitalisme et possession privée de moyens de production, socialisme et étatisation - se sont trouvés dérouterés et désemparés devant les tendances du capitalisme moderne à la concentration étatique de l'économie et à sa planification. Dans leur immense majorité, les ouvriers se sont laissés gagner à l'idée que cette évolution présentait un mode de transformation original de la société du capitalisme vers le socialisme. Ils se sont associés à cette oeuvre, ils ont abandonné leur mission historique de classe et sont devenus les artisans les plus surs de la conservation de la société capitaliste.

Ce sont là les raisons historiques qui donnent au prolétariat sa physionomie actuelle. Tant que ces conditions prévaudront, tant que l'idéologie du capitalisme d'État dominera le cerveau des ouvriers, il ne saurait être question de reconstruction du parti de classe. Ce n'est que lorsqu'au travers des cataclysmes sanglants qui jalonnent la phase du capitalisme d'État, le prolétariat aura saisi tout l'abîme qui sépare le socialisme libérateur du monstrueux régime étatique actuel, quand il se manifesterà en son sein une tendance croissante à se détacher de cette idéologie qui l'emprisonne et l'annihile, que la voie sera à nouveau ouverte à "l'organisation du prolétariat en classe, donc en parti politique". Cette étape sera d'autant plus vite franchie et facilitée par le prolétariat que les noyaux révolutionnaires auront su faire l'effort théorique nécessaire pour répondre aux problèmes nouveaux posés par le capitalisme d'État et à aider le prolétariat à retrouver sa solution de classe et les moyens pour sa réalisation.

22 – Dans la période présente, les militants révolutionnaires

ne peuvent subsister qu'en formant des petits groupes se livrant à un travail patient de propagande forcément limité dans son étendue, en même temps qu'à un effort acharné de recherches et de clarification théorique.

Ces groupes ne s'acquitteront de leur tâche que par la recherche des contacts avec d'autres groupes sur les plans national et international, sur la base des critères délimitatifs des frontières de classe. Seuls de tels contacts et leur multiplication en vue de la confrontation des positions et la clarification des problèmes permettront aux groupes et militants de résister physiquement et politiquement à la terrible pression du capitalisme dans la période présente et permettront à ce que tous les efforts soient une contribution réelle à la lutte émancipatrice du prolétariat.

LE PARTI DE DEMAIN :

23 – Le parti ne saurait être une simple reproduction de celui d'hier. Il ne pourrait être reconstruit sur un modèle idéal tiré du passé. Aussi bien que son programme, sa structure organique et le rapport qui s'établit entre lui et l'ensemble de la classe sont fondés sur une synthèse de l'expérience passée et des nouvelles conditions plus avancées de l'étape présente. Le parti suit l'évolution de la lutte de classe et à chaque étape de l'histoire de celle-ci correspond un type propre de l'organisme politique du prolétariat.

À l'aube du capitalisme moderne, dans la 1ère moitié du 19ème siècle, la classe ouvrière, encore dans sa phase de constitution menant des luttes locales et sporadiques, ne pouvait donner naissance qu'à des écoles doctrinaires, à des sectes conspiratives et à des ligues. La Ligue des Communistes était l'expression la plus avancée de cette période en même temps que son *Manifeste* et son appel de "*Proletaires de tous les pays, unissez-vous*", elle annonçait la période suivante.

La 1ère Internationale correspond à l'entrée effective du prolétariat sur la scène des luttes sociales et politiques dans les principaux pays d'Europe. Aussi, groupe-t-elle toutes les forces organisées de la classe ouvrière, ses tendances idéologiques les plus diverses. La 1ère Internationale réunit à la fois tous les courants et tous les aspects de la lutte ouvrière contingents, économiques, éducatifs, politiques et théoriques. Elle est au plus haut point l'organisation unitaire de la classe ouvrière dans toute sa diversité.

La 2ème Internationale marque une étape de différenciation entre la lutte économique des salariés et la lutte politique sociale. Dans cette période de plein épanouissement de la société capitaliste, la 2ème Internationale est l'organisation de la lutte pour des réformes et des conquêtes politiques, l'affirmation politique du prolétariat, en même temps qu'elle marque une étape supérieure dans la délimitation idéologique au sein du prolétariat, en précisant et élaborant les fondements théoriques de sa mission historique révolutionnaire.

La 1ère guerre mondiale signifiait la crise historique de la société capitaliste et l'ouverture de sa phase de déclin. La révolution socialiste passa dès lors du plan de la théorie au plan de la démonstration pratique. Sous le feu des événements, le prolétariat se trouvait, en quelque sorte, forcé de construire hâtivement son organisation révolutionnaire de combat. L'apport programmatique monumental des premières

années de la 3ème Internationale s'est avéré cependant insuffisant et inférieur à l'immensité des problèmes à résoudre, posés par cette phase ultime du capitalisme et de sa transition révolutionnaire. En même temps, l'expérience a vite démontré l'immatunité idéologique générale de l'ensemble de la classe. Devant ces deux écueils et sous la pression des nécessités surgies des événements et de leur rapidité, la 3ème Internationale était amenée à répondre par des mesures organisationnelles : la discipline de fer des militants, etc.

L'aspect organisationnel devant suppléer à l'inachèvement programmatique et le parti à l'immatunité de la classe aboutissaient à la substitution du parti à l'action de la classe elle-même et à l'altération de la notion du parti et des rapports de celui-ci avec la classe.

24 – Sur la base de cette expérience, le futur parti aura pour fondement le rétablissement de cette vérité que : la révolution, si elle contient un problème d'organisation, n'est cependant pas une question d'organisation. La révolution est avant tout un problème idéologique, de maturation de la conscience dans les larges masses du prolétariat.

Aucune organisation, aucun parti ne peut se substituer à la classe elle-même, car plus que jamais reste vrai que "*l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*". Le parti, qui est la cristallisation de la conscience de classe n'est ni différent ni synonyme de la classe. Le parti reste nécessairement une petite minorité ; son ambition n'est pas la plus grande force numérique. À aucun moment, il ne peut ni se séparer ni remplacer l'action vivante de la classe. Sa fonction reste celle d'inspiration idéologique au cours du mouvement et de l'action de la classe.

25 – Au cours de la période insurrectionnelle de la révolution, le rôle du parti n'est pas de revendiquer le pouvoir, ni de demander aux masses de lui "faire confiance". Il intervient et développe son activité en vue de l'autre mobilisation de la classe, à l'intérieur de laquelle il tend à faire triompher les principes et les moyens d'action révolutionnaire.

La mobilisation de la classe autour du parti, à qui elle "confie" ou plutôt abandonne la direction, est une conception reflétant un état d'immatunité de la classe. L'expérience a montré que, dans de telles conditions, la révolution se trouve finalement dans l'impossibilité de triompher et doit rapidement dégénérer en entraînant un divorce entre la classe et le parti. Ce dernier se trouve rapidement dans l'obligation de recourir de plus en plus à des moyens de coercition pour s'imposer à la classe et devient ainsi un obstacle redoutable pour la marche en avant de la révolution.

Le parti n'est pas un organisme de direction et d'exécution. Ces fonctions appartiennent en propre à l'organisation unitaire de la classe. Si les militants du parti participent à ces fonctions, c'est en tant que membres de la grande communauté du prolétariat.

26 – Dans la période post-révolutionnaire, celle de la dictature du prolétariat, le parti n'est pas le parti unique, classique des régimes totalitaires. Ce dernier se caractérise par son identification et son assimilation avec le pouvoir étatique dont il détient le monopole. Au contraire, le parti de classe du prolétariat se caractérise en ce qu'il se distingue de l'État en face de qui il présente l'antithèse historique. Le parti

unique, totalitaire tend à s'enfler et à incorporer des millions d'individus pour en faire l'élément physique de sa domination et de son oppression. Le parti du prolétariat au contraire, de par sa nature, reste une sélection idéologique sévère ; ses militants n'ont pas d'avantages à conquérir ou à défendre. Leur privilège est d'être seulement les combattants les plus clairvoyants, les plus dévoués de la cause révolutionnaire. Le parti ne vise donc pas à incorporer en son sein de larges masses, car, au fur et à mesure que son idéologie deviendra celle des larges masses, la nécessité de son existence tendra à disparaître et l'heure de sa dissolution commencera à sonner.

RÉGIME INTÉRIEUR DU PARTI

27 – Les problèmes - concernant les règles d'organisation, qui constituent le régime intérieur du parti - occupent une place aussi décisive que son contenu programmatique. L'expérience passée et, plus particulièrement, celle des partis de la 3ème Internationale ont montré que la conception du parti constitue un tout unitaire. Les règles organisationnelles sont un aspect et une manifestation de cette conception. Il n'y a pas une question d'organisation séparée de l'idée qu'on a sur le rôle et la fonction du parti et du rapport de celui-ci avec la classe. Aucune de ces questions n'existe en soi et toutes sont des éléments constitutifs et expressifs du tout.

Les partis de la 3ème Internationale avaient de telles règles ou tels régimes intérieurs parce qu'ils se sont constitués dans une période d'immaturité évidente de la classe, ce qui les a amenés à substituer le parti à la classe, l'organisation à la conscience, la discipline à la conviction.

Les règles organisationnelles du futur parti devront donc être en fonction d'une conception renversée du rôle du parti, dans une étape plus avancée de la lutte, reposant sur une maturité idéologique plus grande de la classe.

28 – Les questions du centralisme démocratique ou organique, qui occupèrent une place prépondérante dans la 3ème Internationale, perdront de leur acuité pour le futur parti. Quand l'action de la classe reposait sur l'action du parti, la question de l'efficacité pratique maximum de cette dernière devait nécessairement dominer le parti qui, d'ailleurs, ne pouvait comporter que des solutions fragmentaires.

L'efficacité de l'action du parti ne consiste pas dans son action pratique de direction et d'exécution, mais dans son action idéologique. La force du parti ne repose donc pas sur la soumission disciplinaire des militants mais sur leur connaissance, leur développement idéologique plus grand, leurs convictions plus sûres.

Les règles de l'organisation ne découlent pas de notions abstraites, hissées à la hauteur de principes immanents et immuables : démocratie ou centralisme. De tels principes sont vides de sens. Si la règle de décisions prises à la majorité (démocratie) apparaît, à défaut d'une autre, plus appropriée, être la règle à maintenir, cela ne signifie nullement que, par définition, la majorité possède la vertu d'avoir le monopole de la vérité et des positions justes. Les positions justes découlent de la plus grande connaissance de l'objet, de la plus grande pénétration et du resserrement plus étroit de la réalité.

Aussi, les règles intérieures de l'organisation sont en fonction de l'objectif que se donne et qui est celui du parti. Quelle que soit l'importance de l'efficacité de son action pratique

immédiate, que peut lui donner l'exercice d'une discipline plus grande, elle demeure toujours moins importante que l'épanouissement maximum de la pensée des militants et, en conséquence, lui est subordonnée.

Tant que le parti reste le creuset où s'élabore et s'approfondit l'idéologie de la classe, il a pour règle non seulement la liberté la plus grande des idées et des divergences, dans le cadre de ses principes programmatiques, mais a pour fondement le souci de favoriser et d'entretenir sans cesse la combustion de la pensée, en fournissant les moyens pour la discussion et la confrontation des idées et des tendances en son sein.

29 – Vu sous cet angle concernant la conception du parti, rien ne lui est aussi étranger que cette monstrueuse conception d'un parti homogène, monolithique et monopoliste.

L'existence de tendances et de fractions au sein du parti n'est pas une tolérance, un droit pouvant être accordé, donc sujet à discussion.

Au contraire, l'existence des courants dans le parti - dans le cadre des principes acquis et vérifiés - est une des manifestations d'une conception saine de la notion de parti.

Juin 1948, Marco

Brochures

Lutte étudiante et assemblées de quartier
(Communistes Internationalistes - Klabatalo)

BILAN



Lutte étudiante
et
assemblée de quartier



Les Communistes Internationalistes (Klabatalo)

La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927)
Groupe des Travailleurs Marxistes (Mexique, 1938)

La question de la guerre (1935)

Morale prolétarienne, lutte de classes et révisionnisme

(Fraction interne du CCI)

Pour commander nos brochures et être informé des conditions d'expédition, merci de nous contacter par e-mail : intleftcom@gmail.com.

NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : **socialisme ou barbarie**.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'ère internationale. Ces guerres rapportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.
- Toutes les idéologies nationalistes, d'" indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à se massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex- communistes " aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.
- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur

organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

- Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le GIGC se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne, et des groupes de la Gauche communiste qui se sont développés en particulier dans les années 1970 et 1980 et qui sont issus de ces fractions.